

<p>PRÉSIDENTE Le Président Tebboune effectue une visite de travail à la Grande mosquée d'Alger P. 24</p>	<p>MALI L'Algérie exprime son "ferme rejet" de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement P. 14</p>	<p>RETRAITÉS DE L'ANP Le MDN s'engage à traiter les revendications des retraités, des blessés et des invalides de l'ANP P. 24</p>
--	--	---

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. Tebboune : "diversifier les exportations et promouvoir l'investissement pour relancer l'économie"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réitéré, hier, alors qu'il présidait l'ouverture de la conférence nationale sur la relance économique et sociale, l'engagement de l'Etat à accompagner les exportateurs et les investisseurs afin de diversifier l'économie nationale et la mettre sur la voie de la croissance durable. Lors de cette réunion tripartite de deux jours, à laquelle participent le gouvernement et ses partenaires socio-économiques, le président Tebboune a annoncé une batterie de mesures à mettre en œuvre pour encourager les exportateurs et dynamiser les exportations algériennes hors-hydrocarbures. Il a avancé que le pays visait à atteindre au moins 5 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures, dès l'année prochaine, grâce à des mesures incitatives en faveur des exportateurs, un objectif, "très faisable" d'autant, a-t-il ajouté que "la volonté politique est forte et la vision est claire".

P. 3 APS



ECOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION

Djerad : "vers la reconversion en Ecole nationale de management public"

P. 24

HYDROCARBURES

Attar : "discussions avec le ministère des Finances pour la résolution du problème du flux de trésorerie de Sonatrach"

P. 6

SANTÉ

CATARACTE

Quelles sont les causes possibles ?

P.p 12-13

FOOTBALL

AFFAIRE USMA - MCA

Le TAS reporte son verdict

P. 21



20 AOÛT 1955 À GUELMA

Faire mal au colonialisme, objectif de l'offensive du Nord constantinois

P. 16

MDN

LUTTE ANTI-TERRORISTE ET CRIMINALITÉ

Plusieurs opérations aux résultats de qualité exécutées par les unités et détachements de l'ANP en une semaine

P. 24

CÉLÉBRATION - CONGÉS

La journée du 1^{er} Moharam chômée et payée (Fonction publique)

La journée du 1^{er} Moharam annonçant le nouvel an de l'Hégire 1442 sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, indique mardi un communiqué de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

"A l'occasion du nouvel an de l'Hégire et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant la liste des fêtes légales, la journée du 1^{er} Moharam 1442 de l'Hégire est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée", note le communiqué.

Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités "sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode travail posté", précise la même source.

RAPATRIEMENT DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS

Illizi : 17 ressortissants algériens rapatriés via le poste frontalier de Deddeb



Dix-sept (17) ressortissants algériens, restés bloqués en Libye, sont rentrés mardi au pays via le poste frontalier terrestre de Debdeb (wilaya d'Illizi), a-t-on appris auprès de la circonscription administrative de Debdeb.

L'opération s'inscrit dans le cadre des opérations de rapatriement des ressortissants algériens bloqués à l'étranger, suite à la fermeture des frontières au titre des mesures de prévention contre la pandémie du Covid-19, a-t-on indiqué.

Les ressortissants concernés ont été soumis à leur arrivée au poste frontalier à un examen médical, avant d'être conduits, pour leur mise en quarantaine préventive, à l'auberge de jeunes de la commune de Debdeb où toutes les conditions ont été réunies afin d'assurer leur confort, a précisé la même source à l'APS.

Fermé depuis plusieurs années, le poste frontalier terrestre Debdeb-Ghadamès a été ouvert temporairement, et à titre exceptionnel, sur autorisation des hautes autorités du pays pour faciliter le rapatriement des ressortissants algériens bloqués en Libye, selon la même source.

SÉISME - ARCHÉOLOGIE

Mila : une délégation du ministère de la Culture et des Arts pour examiner les vestiges mis au jour par le séisme



Une délégation du ministère de la Culture et des Arts est en mission à Mila pour examiner les vestiges archéologiques mis au jour par les deux secousses telluriques qui ont frappé la wilaya le 10 août, a-t-on appris mardi du chef du service patrimoine à la direction locale de la culture, Lezghad Chiaba.

La délégation qui se compose du directeur général de l'Office national de gestion et exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC), Abdelkader Dehdouh et de la directrice du Centre national de recherche en archéologie (CNRA), Amel Soltani, a examiné lundi le site archéologique à la cité El Amel (mechta Bourkaïd) où les failles et glissement de terrain provoqués par les deux secousses ont dévoilé des pierres taillées de diverses tailles, des tuiles, un bassin en pierre, des murs de construction et des colonnes cylindriques en plus d'autres sites.

Il a été convenu de dépêcher "dans les prochains jours" une équipe spécialisée du Centre national de recherche en archéologie pour examiner les nouvelles découvertes et prendre les mesures de protection nécessaire du site qui figure, selon la même source, sur la liste de recensement général des biens culturels immobiliers de la wilaya de Mila.

Ces vestiges représentent les ruines d'une ferme romaine occupant une superficie importante dans le prolongement du site archéologique romain du vieux Mila.

DIVES

Constantine: repêchage d'un corps sans vie sous le pont de Sidi M'cid (Protection civile)



Le corps sans vie d'une personne de sexe masculin qui a fait une chute, dans la nuit de mardi à mercredi, depuis le pont de Sidi M'cid, surplombant l'oued du Rhumel a été repêché mercredi par les éléments de la Protection civile (PC), a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Le corps de la victime, âgée d'une trentaine d'années et dont l'identité n'a pas été déterminée, a été repêché des berges du Rhumel, à plus de 100 mètres au dessous du pont, par des éléments du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) avec la collaboration de ceux du poste avancé Abdelmadjid Boumaâza, du chef-lieu, a précisé la cellule de l'information et de la communication des mêmes services.

Pas moins de 16 éléments du GRIMP, un camion d'intervention, un véhicule utilitaire et deux ambulances ont été mobilisés pour récupérer le corps sans vie, transféré, par les mêmes services vers la morgue du Centre hospitalo-universitaire, CHU- Benbadis, selon la même source.

A signaler qu'une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale mentionnés afin de déterminer les circonstances exactes de ce drame.

CULTURE - CONTES - FESTIVAL

Le conteur Seddik Mahi participe à l'édition virtuelle du Festival international "Maroc des contes"



Le romancier et conteur algérien, Seddik Mahi, devra participer à la 17^{ème} édition du Festival international "Maroc des contes", organisé par l'Association marocaine "Conte" act pour l'éducation et les cultures" en présence de nombre d'artistes, a-t-on appris mardi auprès du romancier.

Organisé du 7 au 31 août en cours sous le thème "la parole du monde dépasse la Covid-19", l'évènement culturel se déroule en présence de nombre d'artistes créateurs venus des différents pays du monde afin de présenter des œuvres reflétant la profondeur culturelle et civilisationnelle de leur région. Cette édition porte sur la lutte contre les catastrophes et le renforcement du rôle du conte dans l'éducation des jeunes.

L'artiste Mahi, qui a déjà participé à ce festival et à d'autres festivals dans le monde, a publié un nouveau recueil intitulé "Moula Moula et d'autres conte". Outre son expérience dans le théâtre, l'artiste a déjà animé des ateliers de formation à l'Algérie et à l'étranger.

FINANCE ISLAMIQUE

BNA : lancement de la Finance islamique dans deux agences à Béjaïa et Jijel



La Banque Nationale d'Algérie (BNA) a procédé, mardi au déploiement de deux nouvelles agences, la première à Bejaïa et la seconde à Jijel pour commercialiser les produits de la Finance islamique, a annoncé un communiqué de la banque publique.

Il s'agit des agences d'Aoukas 589 dans la wilaya de Bejaïa et de l'Agence 671 au niveau de la wilaya de Jijel. Selon la BNA, cette action intervient en réponse à "l'engouement important affiché par les citoyens envers les produits bancaires conformes aux préceptes de la Charia à travers différentes régions du pays". Dans cette même démarche, la BNA procédera à l'inauguration de l'activité de la Finance Islamique au niveau de l'agence Tadjenanet 833 dans la wilaya de Mila, demain mercredi, indique le communiqué.

"Armée d'une grande volonté de généraliser l'activité de Finance Islamique sur tout le territoire national, la BNA engage tous ses efforts et ses équipes pour déployer plusieurs agences chaque semaine et permettre, ainsi, aux citoyens de bénéficier des produits et de s'enquérir de toutes les informations relevant de cette activité", lit-on dans le communiqué. Par ailleurs, elle invite les citoyens à consulter le portail dédié à la Finance Islamique via son site web au www.bna.dz afin d'avoir plus d'informations sur son offre et d'effectuer des simulations sur les simulateurs en ligne, disponibles sur ce même portail, a-t-elle conclu.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

M. Tebboune : "diversifier les exportations et promouvoir l'investissement pour relancer l'économie"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a réitéré, mardi, alors qu'il présidait l'ouverture de la conférence nationale sur la relance économique et sociale, l'engagement de l'Etat à accompagner les exportateurs et les investisseurs afin de diversifier l'économie nationale et la mettre sur la voie de la croissance durable.

Lors de cette réunion tripartite de deux jours, à laquelle participent le gouvernement et ses partenaires socio-économiques, le président Tebboune a annoncé une batterie de mesures à mettre en œuvre pour encourager les exportateurs et dynamiser les exportations algériennes hors-hydrocarbures.

Il a avancé que le pays visait à atteindre au moins 5 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures, dès l'année prochaine, grâce à des mesures incitatives en faveur des exportateurs, un objectif, "très faisable" d'autant, a-t-il ajouté que "la volonté politique est forte et la vision est claire".

Parmi les mesures qu'il a citées, la création de couloirs verts dédiés à certains produits, la cession d'une bonne partie des recettes en devises au profit des exporta-

teurs, l'amélioration de la relation avec le ministère des Finances et l'Administration fiscale en plus du renforcement du rôle de la diplomatie algérienne dans la promotion des produits algériens à l'étranger.

L'objectif escompté est de réduire, à partir des deux prochaines années, la dépendance financière aux hydrocarbures à 80% contre 98% actuellement, a-t-il soutenu.

Évoquant l'investissement, le président Tebboune a, encore fois, exprimé la volonté de l'Etat d'encourager les investisseurs créateurs d'emploi et de richesse. Il a même souligné qu'il n'y avait "aucune objection" à la création de banques privées et de compagnies privées de transport aérien et maritime de marchandises et de voyageurs, tout en appelant les investisseurs et les entreprises économiques à œuvrer à la réduction



de la facture d'importation des services.

Pour ce qui est du financement de l'investissement, M. Tebboune a rassuré les investisseurs quant à la disponibilité de ressources financières internes, mises à leur profit. Pas moins de 1.900 milliards de DA de disponibilités bancaires ont été ainsi réservées aux investisseurs au titre de l'année en cours, a-t-il argué, soulignant, à nouveau, "son refus catégorique" de recourir à l'endettement extérieur, quelle qu'en soit la forme.

Outre ces disponibilités bancaires, le président Tebboune a évoqué la possible affectation, du-

rant l'année en cours, de 10 à 12 mds USD de réserves de change à des financements d'investissements. Revenant sur la situation financière globale du pays, il a estimé qu'elle était "difficile" mais "soutenable", avec des réserves de change de 57 milliards de dollars et 24 milliards de dollars de recettes pétrolières attendues en 2020.

Et dans le cadre de l'encouragement de l'investissement et des investisseurs, il a annoncé la dépenalisation de l'acte de gestion pour permettre aux opérateurs de réaliser sereinement leurs projets. Afin de bien réussir le défi du développement, le président de la République a enfin insisté sur l'accélération du processus de numérisation des secteurs économiques et financiers pour mettre fin à "l'opacité" créée "volontairement" au sein de ces secteurs.

"Les réserves de change de l'ordre de 57 mds USD actuellement"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, mardi à Alger, que les réserves de change s'élevaient actuellement à 57 milliards (mds) USD. Président l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une économie nouvelle, le Président de la République a qualifié la situation financière du pays de "supportable" même si c'est "difficile", précisant que "les réserves de change s'élèvent à 57 mds USD". Faisant état de "1.900 mds DA de disponibilités bancaires pour l'investissement", le chef de l'Etat a avancé des prévisions de recettes pétrolières de l'ordre de 24 mds USD à la fin de l'année. En outre, le président Tebboune a évoqué la possible affectation, durant l'année en cours, de 10 à 12 mds USD de réserves de change à des financements d'investissements. Les réserves de change avoisinaient les 62 mds USD en début de 2020. Dans le même contexte, M. Tebboune a rappelé que le budget 2020 avait été établi sur la base d'un prix référentiel de 30 USD/baril alors que le prix moyen est de 44 USD, ce qui offre, a-t-il souligné "une aisance" dans le financement budgétaire. Réitérant son refus catégorique de recourir à l'endettement extérieur, quelle qu'en soit la forme, le Président de la République a déclaré "je refuse catégoriquement l'endettement auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale et même auprès des pays amis et frères (...) pour préserver notre souveraineté entière", a-t-il soutenu.

Accélérer la numérisation de tous les secteurs économiques et financiers pour éliminer "l'opacité sciemment entretenue"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, mardi à Alger, à l'accélération de la numérisation de tous les secteurs économiques et financiers pour éliminer "l'opacité qui y est sciemment entretenue" et la consécration de la transparence en vue de relancer l'économie nationale. Dans son allocution à l'ouverture de la Conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, M. Tebboune a fustigé "la non-numérisation, à ce jour, de ces secteurs sensibles, notamment le secteur fiscal et les

services des Domaines de l'Etat". Ces administrations, a-t-il dit, "continuent à fonctionner avec des moyens et méthodes désuets et dépassés ne permettant même pas de connaître ce que possèdent les Algériens, comme fonciers et entreprises au niveau national". Partant de ce constat, le Président de la République a ordonné l'accélération des réformes financières et fiscales, affirmant que le paiement des impôts ne devrait plus être perçu comme une sanction mais plutôt comme une incitation à l'amélioration des recettes et à la création d'emplois.

A ce propos, il a fait savoir que l'entreprise nationale Cosider, par exemple, figure parmi les 5 premiers contribuables alors que des sociétés privées avec des chiffres d'affaires annuels supérieurs à 20 mds USD viennent à la 54e place. Par ailleurs, le Président de la République a appelé à la révision des textes de loi régissant l'activité commerciale en vue de la dépenalisation de l'acte de gestion et la création de tribunaux commerciaux au niveau national, en associant les grands des entreprises économiques et commerciales.

"Disponibilités bancaires de l'ordre de 1.900 mds de DA au profit des investisseurs"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait état, mardi à Alger, de disponibilités bancaires de l'ordre de 1.900 milliards (mds) de DA, jusqu'à fin 2020, au profit des investisseurs. Lors de l'ouverture de la conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie, M. Tebboune a réaffirmé le recours exclusif aux ressources internes pour le financement de l'investissement, soulignant, à nouveau, "son refus catégorique" de recourir à l'endettement extérieur, quelle qu'en soit la forme.

"Le recours au financement extérieur sous de fallacieux prétextes ne se reproduira plus jamais", a soutenu le Président de la République annonçant l'affectation de 1.900 mds de DA jusqu'à fin 2020 "pour quiconque souhaite investir".

Appelant à "s'éloigner autant que possible des investis-

sements lourds", M. Tebboune s'est interrogé sur la pertinence de financer la création d'une usine à 750 millions USD, par exemple, au lieu de financer 10 usines à 75 millions USD chacune. Néanmoins, a-t-il poursuivi, l'investissement dans de lourds projets demeure ouvert, pour peu qu'il apporte une forte valeur ajoutée.

Outre ces disponibilités bancaires, le Président Tebboune a évoqué la possible affectation, durant l'année en cours, de 10 à 12 mds USD de réserves de change à des financements d'investissements. Dans le cadre de l'encouragement de l'investissement et des investisseurs, le Président Tebboune a annoncé la dépenalisation de l'acte de gestion pour permettre aux opérateurs de réaliser sereinement leurs projets. M. Tebboune a appelé, en particulier, à l'investissement dans le développement des industries de transformation pour pallier l'importation de leurs produits.

Labatcha : «le discours du Président Tebboune est "rassurant"»

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha a indiqué, mardi à Alger, que le discours du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune concernant le Plan de relance économique était "courageux et rassurant", ajoutant qu'il "prévoyait des mesures et des décisions courageuses susceptibles de libéraliser et de développer l'économie nationale".

Le discours du Président "intervient à point nommé", au regard de la crise que traverse le pays en raison du recul des cours du pétrole sur les marchés internationaux et les répercussions de la pandémie de la Covid-19, a indiqué M. Labatcha qui intervenait en marge des travaux de la Conférence

nationale sur le Plan de relance économique, dont l'ouverture a été présidée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Centre international des conférences (CIC). Les mesures et les décisions annoncées sont à même de contribuer à la libéralisation et au développement de l'économie nationale, a-t-il ajouté. Le SG de l'UGTA a mis en avant les solutions "réalistes" proposées par le Président Tebboune, "favorables" à l'économie nationale, ajoutant que par le passé "le dossier du développement de l'économie nationale se traitait de manière théorique avec des solutions difficilement applicables sur le terrain".

Il a également salué le souci du Président de la République de nu-

mérer les secteurs économiques pour consacrer la transparence et la célérité des transactions, relevant que "la bureaucratie a entravé l'économie nationale et contribué à la propagation de la corruption". Dans ce contexte, M. Labatcha a salué la décision du Président de la République portant dépenalisation de l'acte de gestion et la libération des investissements de toute restriction, affirmant que l'Algérie "a besoin actuellement de libéraliser l'investissement, car la roue de l'économie est à l'arrêt en raison de la crise du marché pétrolier et de la crise sanitaire".

La pénalisation de l'acte de gestion "freinait auparavant les capacités des investisseurs et des gestionnaires à tel point que certains

d'entre eux ont gelé de grands dossiers économiques, par crainte de devoir rendre des comptes et pour garder leurs postes de responsabilité", ajoutant que le président Tebboune "a rassuré les investisseurs et les gestionnaires, et leur a assuré la protection". M. Labatcha a salué également l'annonce par le Président de la République d'accorder des affectations financières avant la fin de l'année en cours pour encourager l'investissement, affirmant que cette mesure est à même de "créer des postes d'emploi et de réduire le taux de chômage qui a augmenté de façon importante".

Le SG de l'UGTA a évoqué les principales propositions faites par le partenaire social lors cette ren-

contre. "Le succès de la nouvelle politique économique est tributaire de la stabilité sociale", selon les propositions de la centrale syndicale. Dans ce cadre il a souligné la nécessité "d'appliquer correctement les lois de la République", ajoutant que la loi n'est, parfois, pas appliquée comme il se doit, en particulier lorsqu'il s'agit de manœuvres concernant la représentation syndicale et les relations de travail notamment dans le secteur privé". La centrale syndicale propose également "l'intégration de l'économie informelle dans l'économie organisée, en exploitant la liquidité importante que recèle les opérateurs actives dans l'économie parallèle".

Djerad plaide pour une vision commune pour l'édification d'une économie nouvelle

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a appelé, mardi à Alger, à l'édification des fondements d'une économie nouvelle, selon une vision participative entre le Gouvernement et les opérateurs économiques sur la base de la confiance mutuelle.

Intervenant lors d'un atelier organisé dans le cadre des travaux de la Conférence nationale sur le Plan de relance économique, M. Djerad a estimé que "l'Algérie est à un tournant décisif de son histoire, au regard des défis auxquels elle est confrontée, ce qui nécessite de se tourner vers l'avenir". Dans ce contexte, M. Djerad a indiqué que "les générations passées ont bénéficié de la richesse pétrolière, notamment à travers l'éducation et l'enseignement supérieur gratuits, mais maintenant il faut réfléchir à ce que nous devons laisser aux générations futures". "La situation que connaît le pays actuellement offre l'opportunité d'opérer un essor pour l'édification d'un dialogue et d'un partenariat entre toutes les parties et à tous les niveaux", a ajouté le Premier ministre, affirmant que "les pouvoirs publics seuls, ne sauraient résoudre tous les problèmes, de même pour les investisseurs, d'où la nécessité d'une cohésion entre les deux parties".

Dans ce cadre, M. Djerad a appelé à cesser de remettre automatiquement en question le nationalisme des hommes d'affaires, soulignant la nécessité de mettre un terme à la crise de confiance entre les différentes parties afin d'élaborer une méthodologie efficace de travail.

Il a appelé à cesser toute distinction entre les entreprises du secteur public et privé, estimant que le plus important, est le rôle joué par cette entreprise quel que soit le secteur auquel elle appartient. Dans son intervention lors de cet atelier consacré au développement minier, M. Djerad a insisté sur l'importance d'ouvrir le champ devant les opérateurs économiques locaux, et faciliter leurs investissements dans ce secteur qui revêt un intérêt particulier et pour lequel un département ministériel indépendant lui ayant été consacré.

PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE Des organisations patronales remettent une plateforme commune

Plusieurs organisations patronales se sont regroupées pour remettre aux pouvoirs publics un document commun comportant des propositions d'un certain nombre d'actions et de mesures devant encadrer les éléments d'une nouvelle politique économique à mettre en place.

Le document, dont l'APS a obtenu une copie, a été remis à l'occasion de la conférence nationale sur "le plan de relance pour une économie nouvelle", tenue mardi à Alger, sous la présidence du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Regroupant une quarantaine de propositions, le document d'une dizaine de pages est signé par : la Confédération algérienne du patronat algérien (CAPA), Club des entrepreneurs et industriels de la Metidja (CEIMI), Confédération algérienne du patronat (CAP), Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), ainsi que la Confédération des industriels et producteurs algériens (CIPA).

Les suggestions sont axées sur quatre chapitres à savoir : des réformes structurelles, l'entreprise algérienne, l'entreprise publique, ainsi que des mesures d'urgence pour l'entreprise nationale.

Au titre des réformes structurelles, les organisations patronales ont proposé notamment la définition d'une vision économique du développement en précisant les missions de régulation et de contrôle de l'Etat, ainsi que la réforme du système fiscal par un élargissement de l'assiette fiscale, une réduction des taux et sa numérisation.

La poursuite de la réforme du système bancaire et financier, la promotion du crédit à long terme, la révision et l'encadrement des différentes formes de subventions, l'allègement des procédures de création d'entreprises et la poursuite de la lutte contre l'économie informelle, l'amélioration du climat des affaires, ainsi que l'édiction d'une loi encadrant le partenariat public-privé étaient également parmi les propositions phares du patronat aux pouvoirs publics.

S'agissant de l'entreprise nationale, les organisations patronales ont suggéré la révision de la réglementation des marchés publics et la délégation du service public pour réadapter les conditions d'éligibilité de l'entreprise nationale à la préférence nationale au niveau des cahiers des charges notamment. Les signataires du document ont aussi proposé



l'établissement d'une loi relative à la protection de la production nationale, une réglementation relative à l'activité de la sous-traitance nationale et étrangère, ainsi que le renforcement des missions économiques au sein des représentations diplomatiques à l'étranger pour accompagner à l'export les entreprises nationales.

Pour ce qui est de l'entreprise publique, les patrons d'entreprises ont souligné que les propositions pour l'entreprise nationale s'appliquent également à elles, précisant que vu son mode de fonctionnement et de gouvernance actuelle, il est suggéré certaines mesures spécifiques aux entreprises publiques.

Parmi ces mesures, une nouvelle loi relative au secteur public marchand devant préciser les modalités de sa gestion, son fonctionnement et son contrôle, ainsi que la poursuite de la mise en place du dispositif favorisant la libération des initiatives des cadres gestionnaires publics jusqu'à son aboutissement.

Concernant les mesures d'urgence pour l'entreprise nationale, notamment pour l'atténuation de l'impact de la pandémie de Coronavirus, les organisations patronales et aux fins de soulager la trésorerie des entreprises nationales et la prise en charge des travailleurs confinés, ont réitéré la nécessité de créer un fonds ad-hoc de solidarité et de soutien aux entreprises. Les organisations ont aussi

demandé l'annulation de charges fiscales et parafiscales au titre des employeurs et employés pour la période de confinement, la prise de mesures financière et fiscale en faveur des entreprises touchées par la crise sanitaire, le rééchelonnement des échéances de remboursement du principal des crédits octroyés aux entreprises, ainsi que l'annulation des intérêts sur les emprunts contractés par les entreprises pour une durée à déterminer.

Dans une déclaration à l'APS, le président de l'UNEP, Lakhdar Rekhroukh, a expliqué que les organisations patronales se sont réunies pour unifier les avis et présenter aux pouvoirs publics des propositions pour l'amélioration de l'économie nationale et la levée de certaines contraintes qui entravent la relance économique, précisant que l'avantage de cette plateforme est qu'elle a été décidée par la plupart des organisations patronales qui "ont presque toutes les mêmes problèmes et mêmes positions".

Pour sa part, le président de la CAPC, Sami Agli, s'est félicité de ce document commun "historique" qui regroupe sept patronats, précisant que tous les acteurs économiques, publics ou privés, se sont rassemblés pour rapprocher leur vision, car ils sont "alignés sur le nouveau modèle économique qui demeure indispensable".

Les participants insistent sur le soutien et la diversification de l'investissement dans les secteurs créateurs de richesse

Les participants à la Conférence nationale sur le plan de relance économique ont mis l'accent mardi à Alger sur la nécessité de soutenir et de diversifier l'investissement dans divers secteurs créateurs de richesse et de postes d'emploi, afin de pouvoir construire une économie profitable à tous. Dans une déclaration à la presse en marge des travaux d'ateliers consacrés à l'examen de plusieurs domaines susceptibles de contribuer à un développement économique global, le président du Conseil national économique et social (CNES), Rédha Tir a souligné la nécessité de valoriser le domaine de l'investissement à travers la mise en place de véritables outils afin d'atteindre l'efficacité dans la gestion et la réalisation de tous les projets de développement.

Dans le même sillage, M. Tir a suggéré de mettre au point une stratégie nationale de relance de l'économie nationale hors hydrocarbures et d'œuvrer pour l'amélioration de la situation sociale dans le pays, mettant en avant l'importance de s'orienter vers "l'économie des données".

Il a également rappelé que le conseil était en passe de préparer une liste nationale de données qui, a-t-il dit, sera

"un outil efficace pour le Pouvoir exécutif à l'effet de diversifier l'économie et d'améliorer la situation sociale de la population". Les principaux axes, abordés dans les ateliers à propos de divers domaines tels l'agriculture, l'industrie, le développement minier, les ressources énergétiques, le financement du développement et la manière de faciliter les investissements ainsi que la création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) sont "très importants" pour la relance économique, a-t-il estimé, faisant état de l'organisation, bientôt, d'autres ateliers en vue de traiter principalement les secteurs sociaux liés à l'éducation nationale, la santé, le tourisme, la formation et le développement social. Mettant en avant l'importance d'impliquer le secteur privé dans le développement économique, le président du CNES a en outre indiqué que ce secteur contribue jusqu'à ce jour à près de 80% de l'activité économique, appelant au respect des orientations du président en vue d'atteindre l'efficacité économique, à travers la lutte contre la corruption, la bureaucratie, la corruption économique et le gain rapide.

De son côté, le directeur général de

l'Agence Nationale du Développement du Tourisme (ANDT), Zoubir Mohamed Sofiane a estimé que le secteur du tourisme faisait partie des secteurs alternatifs aux hydrocarbures, lesquels contribuent "fortement" au programme de la relance économique et à la création de richesse et d'emplois permanents. M. Sofiane a mis l'accent sur l'importance d'accompagner les porteurs de projets dans ce domaine, et de rendre les différentes régions touristiques nationales parmi les régions attractives prisées par les touristes, et créatrices de la richesse et d'emplois.

Le même responsable a insisté sur le renforcement de l'investissement touristique dans les différentes régions du pays et sur la promotion de la destination touristique, son accompagnement, la diversification des moyens de transport pour les touristes et la création d'un climat favorables au niveau local ainsi que la création de structures touristiques conformément aux normes internationales, l'amélioration des prestations, le soutien de la formation et la relance de l'artisanat.

De son côté l'économiste Mourad

Bourghoul a insisté sur la facilitation des mesures de création des start-up dans les différents domaines économiques et l'accompagnement des opérateurs dans cette démarche, notamment les jeunes afin de faire réussir les projets de développement, proposant l'élaboration d'études dans plusieurs filières de production afin de créer des start-up non seulement dans le domaine des technologies de l'information et de communication pour créer une richesse économique durable.

Dans ce cadre, l'expert a suggéré de s'orienter vers la réalisation de développement également dans les domaines de tourisme et des prestations avec la prise en charge des opérateurs à travers l'étude minutieuse des projets pour s'assurer de leur efficacité.

Les travaux de la deuxième et dernière journée de cette conférence nationale sur "le plan de relance pour une économie nouvelle" se poursuivront demain mercredi au niveau d'ateliers, et seront sanctionnés par des recommandations à même de contribuer à une forte relance de l'économie nationale.

EL-OUED

Réception de 14 structures éducatives en prévision de la nouvelle rentrée scolaire

Quatorze (14) nouvelles structures éducatives vont être réceptionnées dans la wilaya d'El-Oued, en prévision de la nouvelle rentrée scolaire, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction locale des Equipements publics.

Les installations, inscrites au titre des programmes sectoriels et des plans communaux de développement, concernent douze (12) groupements scolaires pour le primaire et deux (2) lycées, a-t-on précisé.

Le secteur de l'Éducation a bénéficié, pour l'actuelle année scolaire, de onze (11) cantines scolaires (d'une capacité de 200 repas) et deux (2) demi-pensionnats, dans le cadre de la généralisation de la restauration scolaire dans les trois paliers de l'enseignement, a-t-on fait savoir. Le choix des sites d'implantation de ces structures a tenu compte de la volonté de la Direction de

l'Éducation de lever certaines contraintes, que se soit en termes de surcharge des classes ou de l'éloignement des établissements des élèves, notamment dans les zones enclavées. S'agissant de la prise en charge des préoccupations des citoyens, notamment pour ce qui concerne l'extension des établissements éducatifs et la santé scolaire, la wilaya a enregistré la réalisation de 100 classes pour le primaire et 20 autres pour le moyen, en plus d'une unité de dépistage et de suivi sanitaire, a ajouté la source.

Toutes ces structures contribuent à l'amélioration des conditions de scolarisation, notam-



ment l'atténuation de la surcharge des classes enregistrées ces dernières années dans certains établissements, dans les

trois paliers, ainsi que la prise en charge de la question de l'éloignement des établissements des élèves dans les zones encavées.

OUARGLA

Plus de 13 milliards DA pour impulser la dynamique de développement (APW)

Une enveloppe financière de plus de 13 milliards DA a été mobilisée dans le cadre du Budget supplémentaire (BS-2020) de la wilaya d'Ouargla pour impulser la dynamique de développement et prendre en charge les attentes de sa population, a-t-on appris mercredi auprès de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ce montant, dont plus de 10 milliards DA ont été retenus pour le volet de l'équipement et de l'investissement et près de 2,8 milliards DA pour celui du fonctionnement, permettra la réalisation d'une série d'opérations de développement socio-économique, susceptibles

de prendre en charge les attentes de la population locale, a affirmé à l'APS le chef de la Commission des finances à l'APW, Moussa Kherfi. Les opérations touchent la quasi-totalité des secteurs d'activités, notamment ceux ayant un impact direct sur le cadre de vie général du citoyen résidant dans des zones d'ombre, à travers plusieurs communes de la wilaya, à l'instar de Rouissat, M'naguer et El-Borma, a-t-il précisé. Il s'agit, entre autres, de la réalisation et de la rénovation des réseaux d'eau potable (AEP), d'assainissement et d'électricité ainsi que l'installation de l'éclairage public, a-t-il

poursuivi. Un autre montant a été également consacré au titre du BS-2020 au secteur de la santé dans la wilaya pour contribuer à la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a fait savoir M. Kherfi. Le BS-2020, adopté à l'unanimité au terme des travaux de la deuxième session ordinaire de l'APW d'Ouargla, est en baisse de 8 milliards DA par rapport à celui de l'an dernier (21 milliards DA), en raison des démarches entreprises pour la rationalisation des dépenses publiques, notamment en cette période de crise sanitaire, a conclu M. Kherfi

TISSEMSILT

Attribution de 40 logements publics locatifs à Theniet El Had

Quarante (40) logements publics locatifs répartis sur différents sites de la ville de Theniet El Had (Tissemsilt) ont été attribués récemment à leurs bénéficiaires, a-t-on appris mardi auprès des services de la daïra éponyme. Cette opération, su-

pervisée par les autorités locales, les services de l'OPGI et ceux de la Direction de l'habitat, a permis la remise des clés et des décisions d'affectation aux bénéficiaires des 40 logements LPL parmi un total de 182 autres unités du même type qui seront

progressivement distribués dans la même ville. Par ailleurs, le parc immobilier de Theniet El Had sera prochainement renforcé par la réception de 90 logements publics locatifs en attendant l'achèvement des travaux de raccordement aux ré-

seaux de la voirie et aménagement externe, selon l'OPGI. Quelque 290 logements du même programme sont en cours de construction à Theniet El Had avec des taux d'avancement variant entre 55 et plus de 90 %, a-t-on indiqué.

ORAN

Perturbations sur les réseaux d'électricité dans six communes pour cause de travaux

Six communes de la wilaya d'Oran connaîtront des perturbations en matière d'alimentation en électricité en raison des travaux touchant les équipements et les réseaux de raccordements, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Ainsi, l'alimentation en électricité a été suspendue mardi dans la cité des 454 logements de la commune d'Aïn Bya, une partie de la localité Saïa, dans la commune de Misserghine. Des perturbations seront également enregistrées mercredi à Ararsa, dans la commune de Bethioua, dans la zone de cheikh Mahieddine Slimani, dans la commune de Sidi Chahmi. La zone dite colonel Othmane (Arzew) sera touchée également le même jour (mercredi). Enfin, les zones de Sidi Ali Boutlélis, Ines et Monticilli (Boutlélis) seront privées d'électricité les 23 et 27 août courant, a précisé la même source, soulignant que l'alimentation en cette énergie sera rétablie une fois les travaux achevés.

APS

MASCARA

Plus de 52 millions DA pour l'acquisition d'équipements médicaux

L'Assemblée populaire de la wilaya de Mascara (APW) a débloqué une enveloppe de 52,1 millions de dinars puisée du budget complémentaire de la wilaya de l'exercice 2020 pour l'acquisition de différents équipements médicaux en vue de renforcer les efforts de l'Etat dans la lutte contre la Covid-19, a-t-on appris mardi du président de la commission économique et financière de cette assemblée élue Brahim Benali.

Une somme de 34,6 millions DA a été dégagée du budget complémentaire 2020 de la wilaya pour l'acquisition d'ambulances ainsi que

11 millions DA pour l'achat des différents équipements médicaux au profit des structures de santé en charge des malades atteints du virus corona, a-t-il indiqué.

Un montant 6,5 millions DA a été également consacré pour l'acquisition de moyens de prévention et de thermomètres devant être utilisés durant les épreuves du baccalauréat et du BEM, a ajouté le même source.

Par ailleurs, Brahim Benali a indiqué que l'APW a consacré une somme de 225,5 millions DA au profit des communes déshéritées com-

prenant le plus grand nombre de zones d'ombre afin de réaliser différents projets, notamment ceux liés à l'AEP et aux réseaux d'assainissement des eaux usées, ainsi que le soutien des écoles primaires.

Le budget complémentaire de la wilaya de Mascara pour l'exercice en cours, qui s'élève à 1,23 milliards DA, reste inférieur à celui de l'année précédente (2019) en raison de la réduction des revenus de la wilaya suite à la baisse de ses activités économiques et commerciales durant les mois précédents due à la crise sanitaire.

TLEMCCEN

Un court métrage pour sensibiliser sur la prévention du coronavirus

Un court métrage pour sensibiliser sur la prévention de la Covid-19 nouvellement produit par l'association "Investissement intellectuel et don humanitaire" de Tlemcen sera diffusé la semaine prochaine, a-t-on appris mardi du président de l'association Benterrar Bouazza Akram.

Réalisé par Farouk Kherrat et intitulé "J'ai tué ma mère de mes mains", le film, d'une durée de 15 mn, "est la première œuvre artistique de l'association. La trame tourne autour d'un jeune homme, insouciant des mesures de prévention de la Covid-19, finit par contaminer sa mère souffrant d'une maladie chronique qui succombera des suites de ce virus," a indiqué à l'APS M. Benterrar Le court métrage, dont l'auteur du scénario est Zahra Elajami, sera diffusé la semaine prochaine par des chaînes publiques de télévision, a souligné le président de l'association, ajoutant que le film a été tourné dans la commune de Mansourah (Tlemcen). Des comédiens du théâtre de Tlemcen ont campé les premiers rôles, alors que des adhérents de l'association ont assuré les rôles secondaires, a précisé M. Benterrar, ajoutant que ce travail artistique a été financé par l'antenne de wilaya de la confédération algérienne du patronat, sous l'égide du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Le court-métrage, a-t-il dit, vise à sensibiliser les citoyens sur le coronavirus et l'importance de respecter les mesures de prévention pour éviter de transmettre la maladie.

Le président de l'association "Investissement intellectuel et don humanitaire" a invité les jeunes à rejoindre les associations et à s'impliquer dans le volontariat et la lutte contre la pandémie.

MILA

Début de l'opération de démolition des constructions classées dans la zone rouge

La démolition des constructions classées par l'organisme national de contrôle technique des constructions (CTC) dans la zone rouge, suite au séisme qui a frappé la wilaya de Mila le 10 août dernier a été lancée mardi.

Dans une première phase, deux bâtisses situées dans la cité "El Kharba" menaçant la vie des citoyens ont été démolies "en urgence". "Un total de 537 constructions, classées suite à l'expertise du CTC en zone rouge est concerné par la démolition, a déclaré à l'APS le directeur local de la construction (DUAC), Hakim Hadj Sadouk.

Le même responsable a détaillé que selon l'expertise "396 des 537 maisons concernées par la démolition sont situées à la cité El Kharba", soulignant également que les rapports d'expertises ont classé 352 autres logements dans le quatrième niveau de la zone orange à travers la wilaya de Mila".

Dans les détails, 240 logements ont été classés dans la zone orange à la cité El Kharba, 22 autres maisons à la cité El Amal, 22 au centre-ville de Mila et 34 habitations dans la vieille ville, a-t-on noté. Pour rappel, les deux tremblements de terre enregistrés le 10 août dernier à Mila ont provoqué l'effondrement total de deux maisons situées dans la vieille ville, ainsi qu'un immeuble de 4 étages à la cité El Kharba, et l'effondrement partiel de 15 maisons à la vieille ville, 11 autres à El Kharba, et 5 dans le quartier Ksar Lma.

ENERGIE

Chitour: "environ 200 start-ups seront associées au programme de conversion de véhicule en GPLC"

Environ 200 Start-ups seront créés prochainement pour prendre part au programme de conversion de 200.000 véhicules en GPLC prévus pour 2021, a annoncé mardi à Alger le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chems-Eddine Chitour.

"Ces jeunes entreprises viendront renforcer le réseau des centres de conversion de GPLC déjà existant", a affirmé M.

Chitour, lors d'une réunion sur la promotion du GPL tenue au siège du ministère de l'Énergie.

Il a précisé que ces Start-ups qualifiées, désireuses d'investir dans ce créneau, seront retenues par le ministère délégué auprès du premier ministre, chargé de l'Économie et de la connaissance et des Start-up.

Quant au coût des 200.000 kits qui seront importés d'Italie pour la réalisation de cette conversion, M. Chitour a avancé un chiffre de 60 millions euros à raison de 300 euros le kit.

Il a déduit que l'opération est rentable tant sur le plan économique que sur le plan écologique par rapport à l'essence carburant que le pays importe chaque année.

"L'Algérie, qui importe annuellement l'équivalent de de ux milliards de dollars de carburant par an, souhaite replacer graduellement les carburants par le GPLC (Sirghaz) disponible et moins polluant", a-t-il encore souligné.

Pour le ministre, l'Etat doit donner l'exemple à travers les institutions et les établissements publics en procédant à la conversion progressive de ses véhicules de services au GPLC.

M. Chitour a appelé par ailleurs à la rationalisation de la consommation énergétique, "en consommant moins et mieux" sans compromettre l'avenir des générations futures.

Il faut se conformer aux valeurs vertueuses de nos ancêtres qui consacrent le principe de la sobriété et du partage loin de la consommation excessive", a-t-il plaidé en appelant à promouvoir l'économie circulaire pour lutter contre le gaspillage des ressources.

Pour sa part, le Directeur des projets sectoriels au sein de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), Kamel Dali, a fait savoir que les candidats qui souhaiteraient lancer leur petites entreprises dans ce domaine sont de jeunes diplômés spécialisés dans l'électricité ou l'électromécanique.

"Ces jeunes entrepreneurs seront accompagnés par le ministère de l'Habitat qui mettra à leur disposition des locaux adaptés, leur permettant d'exercer leur activité d'installation de kits GPLC", a indiqué M. Dali.

"Mais au préalable, a-t-il précisé, ils auront une formation professionnelle assurée par la société publique Naftal ou les centres de formation privés qui dispenseront des cours théoriques à leur niveau suivis d'un accompagnement pratique sur le terrain.

M. Dali a confirmé l'existence de 600 centres de conversion privés en plus d'une centaine de centres de conversion appartenant à Naftal.

"Nous n'allons pas démarrer à zéro nous avons déjà, en plus de ces start-ups naissantes, une composante importante pour concrétiser le programme de conversion des véhicules au GPLC prévu pour 2021", a-t-il fait valoir.

Outre son impact économique, le responsable à l'Aprue a assuré que ce programme de conversion de 200.000 véhicules au GPLC, permettra à l'Algérie de réduire d'une manière substantielle ses émissions de CO2.

"Nous sommes à 180 millions de gaz carbonique mais avec le programme de conversion au GPLC qui s'étendra jusqu'à 2030, nous comptons réduire considérablement l'empreinte carbone de l'Algérie, a-t-il affirmé.

HYDROCARBURES

Attar: "discussions avec le ministère des Finances pour la résolution du problème du flux de trésorerie de Sonatrach"

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a relevé, mardi à Alger, l'existence de discussions avec le ministère des finances visant à trouver des solutions à même d'aider la Compagnie Sonatrach à surmonter le problème de flux de trésorerie qu'elle subit.

Ces discussions portent sur la possibilité de réévaluer les impôts d'une part et récupérer les montants résultant des écarts de coûts supportés par la compagnie en matière de dessalement de l'eau de mer et de carburant, a fait savoir M.

Attar dans une déclaration à la presse en marge de la Conférence nationale sur le Plan de relance pour une nouvelle économie.

Selon le ministre, la compagnie Sonatrach ne souffre nullement d'un déficit budgétaire mais la chute vertigineuse des prix pétroliers en plus de ses besoins financiers importants notamment ceux liés à ses projets d'investissements ont conduit à une situation financière difficile marquée par le faible flux de trésorerie.

Interrogé sur l'achat de la raffinerie d'Augusta (Italie) par Sonatrach en 2018, M.

Attar a affirmé que la compagnie devra examiner cette question, ajoutant qu'elle conservera cette structure si elle s'avère être utile dans cet investissement comme elle pourrait être vendue dans le cas contraire.

"Augusta est actuellement une propriété de Sonatrach.

Nous essayerons d'exploit



ter cette raffinerie en cas de besoin", a-t-il assuré, soulignant que "le dossier de l'achat de cette structure est actuellement entre les mains de la justice". De manière générale, Sonatrach pourra recourir à la restructuration de ses activités de manière "objective", en se focalisant sur sa principale mission, à savoir: l'exploration, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures. "Cela pourrait inclure l'octroi de l'autonomie à la société Tassili Airlines activant dans le domaine du transport aérien", a indiqué le ministre en réponse à une question sur la possibilité

pour Sonatrach de se dégager de cette filiale.

Dans le même contexte, M. Attar a évoqué les auditions ordonnées par le président de la République concernant la gestion des entreprises publiques en charge de l'énergie, initiées par l'Inspection générale des Finances (IGF), ajoutant que "des mesures appropriées seront prises dès la publication des résultats".

S'agissant de la capacité du secteur à remplir ses obligations en matière d'autosuffisance en carburant, le ministre a souligné que cela se concrétisera d'ici le début de 2020 en ce qui concerne l'essence, et jusqu'à la fin de

cette année pour ce qui est du diesel. "Les orientations du Président sont claires et il n'y a pas de problème dans leur mise en œuvre.

Quant à l'essence, il n'y aura, d'ici début 2021, que celle produite dans nos raffineries nationales", a déclaré le ministre.

Cela coïncidera avec la mise en œuvre d'un plan à dévaler avant la fin de l'année en cours concernant la gestion du carburant, a ajouté l'interlocuteur.

Le plan comprend l'abaissement de l'indice d'octane de l'essence et l'utilisation du colorant pour le diesel afin de lutter contre la fraude.

En ce qui concerne l'exportation du gaz naturel algérien, le ministre a admis qu'il y avait une très rude concurrence sur les marchés internationaux, y compris les répercussions de la crise du Coronavirus sur la demande, ce qui "a contraint Sonatrach à négocier avec ses clients dans le but de réduire les contrats et les prix".

Cependant, souligne M. Attar, les nouveaux prix garantissent une couverture du coût de production avec une marge bénéficiaire acceptable, malgré sa réduction significative.

FINANCES

Benabderrahmane: "le programme de réformes pour le développement de la gouvernance est dans sa phase finale"

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane a affirmé mardi à Alger que le secteur financier avait amorcé la phase finale de la mise en œuvre des réformes visant à développer la gouvernance et changer la méthodologie de gestion des banques publiques et de la Bourse.

S'exprimant en marge de "la Conférence nationale sur le plan de relance pour une nouvelle économie" qui a réuni le gouvernement et les partenaires socioéconomiques, M.

Benabderrahmane a précisé que le ministère oeuvre à "la modernisation efficace du secteur" et "le secteur a engagé la phase finale des réformes visant à développer la gouvernance et changer la méthodologie et les modes de fonctionnement des banques publiques et de la Bourse", exprimant, à ce titre, son souhait de voir les opérateurs algériens accéder au domaine bancaire, à travers la création de banques privées.

Après le lancement des ateliers liés à la réforme fiscale, poursuit-il, il sera procédé à la réforme du cadastre, des Domaines, du système bancaire et de la gestion du Trésor public, indiqua nt

que le secteur financier a fait de grands progrès dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques et du budget, à travers la mise en œuvre des textes d'application inclus dans la loi organique de Finances de 2018.

"Le secteur financier est ouvert à l'investissement productif et créateur de postes d'emploi, notamment celui qui permet au produit local de se substituer aux importations", a expliqué M.

Benabderrahmane, rappelant les grandes mesures prises en matière de lutte contre la bureaucratie et d'accompagnement des investisseurs et des citoyens, en général dans des transactions transparentes, rapides et significatives pour l'économie nationale".

"Il est temps d'accorder aux opérateurs algériens l'opportunité d'accéder au monde bancaire à travers la création de banques publiques et privées", a assuré M. Benabderrahmane, soulignant que "les lois algériennes sont réunies pour la création de banques privées afin de renforcer le secteur des banques, promouvoir la compétitivité, mettre en place de nouvelles transactions et aider l'investisseur algérien et le citoyen à se lan-

cer vers de nouveaux espaces". Répondant à une question sur les mesures susceptibles d'empêcher "la reproduction des scandales financiers et économiques avec les banques privées" à l'instar du scandale de Khalifa Bank, le ministre a fait savoir que les lois actuelles ont comblé toutes les lacunes ayant donné lieu à ces scandales, ajoutant que la Justice barrera la route à toute personne enfreignant la loi pour reproduire ces scénarios.

Par ailleurs, et concernant la finance islamique, M.

Benabderrahmane a affirmé qu'à la Banque Nationale d'Algérie (BNA), d'autres banques devront lancer, avant la fin de l'année en cours, ces produits financiers, à l'instar du Crédit populaire algérien (CPA) et de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque).

"La Finance islamique était une exigence sociale avant d'être une exigence économique (...) toutes les procédures et les incitations ont été mises en place à même de mener à bien cette formule en vue de contribuer au développement de ce mode de financement, et par conséquent renforcer l'économie nationale", a-t-il pour-



suivi. Interrogé sur la déclaration du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant l'affectation de 1.900 Mds Da pour l'investissement et la possibilité de fournir ce montant à la lumière du manque de ressources, le ministre a déclaré que "les ressources financières sont disponibles sans avoir à faire recours à l'endettement extérieur", insistant sur l'impératif pour les opérateurs de s'orienter vers l'investissement productif et créateur de postes d'emplois et de concurrence".

OPEP - NON OPEP

M. Attar participer aux travaux de la 21^e réunion du JMMC

Le ministre de l'Énergie, président de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Abdelmadjid Attar, participera aux travaux de la 21^{ème} réunion du Comité ministériel mixte de suivi OPEP/non-OPEP (JMMC), a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Cette réunion qui se tiendra par visio-conférence sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court et moyen termes, ajoute le communiqué.

Les membres du JMMC auront à évaluer également le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la



Déclaration de Coopération pour le mois de juillet dernier, tels que décidés lors de la 10^{ème} réunion ministérielle OPEP et Non-OPEP tenue le 12 avril dernier.

Le JMMC est composé de sept pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'OPEP (Russie et Kazakhstan).

Attar: "l'accord de réduction de la production respecté à 96% en juillet par les pays membres de l'OPEP"

L'accord de réduction de la production de pétrole conclu entre les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs partenaires a été respecté à 96% en juillet dernier, a indiqué mardi à Alger le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar.

"Les résultats du suivi de la production qui seront présentés demain mercredi lors des travaux de la réunion mensuelle du Comité ministériel de suivi conjoint OPEP+, révèlent que tous les pays ont respecté leurs quotas", a déclaré M. Attar à la presse en

marge de la Conférence nationale sur le Plan de relance économique.

Cet engagement de la part des pays OPEP+ a permis la hausse des cours du pétrole qui sont actuellement à 45 dollars le baril, ajoute le ministre, affirmant que le prix moyen du baril pour l'année 2020 devrait se situer aux alentours de 40 dollars le baril, si ce taux serait encore respecté jusqu'à la fin de l'année en cours.

Les prévisions des recettes pétrolières de l'Algérie devront dépasser les 24 milliards de dollars cette année, prévoit M. Attar. Selon le ministre,

pour l'année 2021, la relance de la consommation énergétique parallèlement à la relance graduelle de l'économie, permettra d'augmenter davantage les prix du pétrole, "mais pas au-delà de 50 à 55 dollars le baril", a-t-il précisé.

"Le prix pourrait baisser mais cette option n'est pas envisageable pour l'heure", a déclaré M. Attar, ajoutant que tous les indicateurs confortent une reprise de l'activité économique et qui se poursuivra jusqu'à 2024, où le prix du baril devrait atteindre les 69 dollars".

PÉTROLE

Le Brent à 45,12 dollars mercredi à Londres

Les cours du pétrole étaient en baisse mercredi, au début d'une séance riche pour les investisseurs avec une réunion de suivi de l'accord Opep+ et la publication des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis par l'EIA.

Mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 45,12 dollars à Londres, en recul de 0,75% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de septembre perdait 0,72% à 42,58 dollars.

Les investisseurs sont tournés vers la réunion de suivi désormais mensuelle

mercredi des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés de l'Opep+, sur les coupes de production qu'ils s'imposent depuis mai en réponse à la chute de la demande provoquée par la pandémie.

Elles seraient de l'ordre de 8,1 à 8,2 millions de barils par jour (mbj) actuellement selon les calculs du ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdelaziz ben Salmane, qui correspondent aux 77 mbj inscrits dans le calendrier initial pour le mois d'août plus les compensations espérées des pays n'ayant pas respecté leurs quotas, des compensa-

tions qui devraient se poursuivre au mois de septembre.

La réunion du JMMC et qui se tiendra par visioconférence à partir de 14H00 GMT, "ne devrait pas recommander de modifier l'accord de production actuel", a estimé Stephen Brennock, analyste.

"Elle devrait surtout mettre encore plus de pression sur les membres qui dérogent à l'accord pour qu'ils se ressaisissent", a-t-il ajouté.

Les investisseurs ont également mercredi les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire très suivi de l'Agence américaine d'information sur l'Énergie (EIA)

sur les stocks de brut dans le pays. Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 14 août sont attendues en baisse de 2,85 millions de barils. Cependant, "l'incertitude qui entoure la demande" pèse toujours sur les cours, a estimé Eugen Weinberg, analyste.

"Une pandémie sans fin, une demande toujours très faible notamment en Inde et l'effondrement possible de l'accord commercial entre les Etats-Unis et la Chine sont des motifs d'inquiétude importants" pour les investisseurs, a-t-il ajouté.

MARCHÉS - CHANGES

L'euro toujours solide face au dollar avant le compte-rendu de la Fed

L'euro était proche de l'équilibre mercredi face au dollar, au lendemain d'une forte baisse du billet vert et alors que les cambistes attendent le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed plus tard dans la journée.

Mercredi matin, l'euro gagnait 0,14% face au billet vert, à 1,1948 dollar, après avoir touché un plus haut en plus de deux ans la veille.

"Toute l'attention est portée sur le dollar américain, qui a entamé un repli général sur les marchés des devises", a expliqué Jeffrey Halley, analyste.

Le "dollar index", qui mesure la performance du billet vert face à un panier de devises, a perdu aux alentours de 5% depuis le début du mois de juillet, et

plus du double depuis son plus haut annuel atteint le 20 mars.

Il évolue à son plus bas niveau depuis plus de deux ans.

Les mouvements sur le marché des changes suggèrent que "les anticipations de politique monétaire restent essentielles" pour les cambistes, a expliqué Derek Halpenny, analyste.

Est attendu plus tard dans la journée le compte-rendu de la dernière réunion monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Il "pourrait ouvrir la voie à une évolution de la politique monétaire de la Fed en septembre, avec la mise en place d'un objectif d'inflation moyenne", a indiqué Ipek Ozkardeska, analyste. Par ailleurs, la

livre sterling restait stoïque à l'annonce des derniers chiffres de l'inflation au Royaume-Uni, qui a accéléré à 1% en juillet sur un an, selon l'Office national des statistiques mercredi.

Elle était tombée à 0,5% en mai en plein confinement, au plus bas depuis juin 2016.

"La reprise des négociations de Brexit, qui semblent rencontrer de nouveaux problèmes," n'était pas non plus de nature à faire évoluer la livre, a pointé Michael Hewson, analyste.

Les équipes de négociations se retrouvent mercredi à Bruxelles pour une 7^e session qui se terminera vendredi, après une précédente séance sans réelles avancées à Londres fin juillet.

ROYAUME-UNI

L'inflation accélère à 1% en juillet sur un an

L'inflation a accéléré à 1% en juillet sur un an au Royaume-Uni, avec la réouverture de l'économie, grâce à une baisse moins forte des prix dans l'habillement et les transports, a annoncé mercredi l'Office national des statistiques.

La hausse des prix dans le pays, qui était de 0,6% en juin, se reprend depuis plusieurs semaines après des mois de restrictions mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19.

L'inflation était tombée à 0,5% en mai en plein confinement, au plus bas depuis juin 2016.

Malgré un frémissement, le taux est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire, alors qu'il s'était rapproché en début d'année des 2%.

Au mois de juillet, les prix des vêtements n'ont reculé que de 0,1% sur un an, limitant leur baisse après un recul de 2,2% en juin.

Même tendance pour les transports dont le prix ont limité la casse, avec un recul de 0,7%.

Les économistes s'attendent toutefois à un sérieux coup de frein de l'inflation en août, en raison du financement par le gouvernement de la moitié de la note dans les restaurants du lundi au mercredi, afin de donner un coup de pouce à un secteur lami né par la pandémie.

L'accélération de l'inflation depuis mai correspond à un rebond de l'activité économique au Royaume-Uni, après un effondrement record de 20,4% du produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre, soit la pire performance en Europe.

Mais le PIB s'est rapidement repris, dès le mois de mai et encore plus en juin, avec le déconfinement progressif, marqué par la réouverture des commerces et des usines, ainsi que la reprise des chantiers.

D'autres statistiques comme les ventes au détail ou les indices PMI d'activité témoignent également d'un rebond de l'activité au début de l'été, même si les économistes s'interrogent encore sur son ampleur sur le plus long terme.

Récemment, la Banque d'Angleterre (BoE) s'est montrée moins pessimiste sur l'année 2020, avec une baisse prévue de 9% du PIB, mais elle anticipe dans le même temps une reprise un peu moins rapide, avec une croissance de 9,5% en 2021.

L'économie britannique ne retrouverait alors son niveau d'avant la pandémie que fin 2021.

JAPON

La chute des exportations s'est poursuivie en juillet (-19,2%)

La chute des exportations japonaises s'est poursuivie en juillet, selon des données officielles publiées mercredi, marquant une baisse à deux chiffres pour le cinquième mois consécutif, sur fond de relance difficile de l'économie mondiale face à la remontée du coronavirus.

Les exportations japonaises ont plongé de 19,2% en juillet sur un an, à 5,368,9 milliards de yens (42,7 milliards d'euros), après avoir dégringolé de 26,2% en juin, selon des statistiques publiées lundi par le ministère des Finances nippon.

Cette baisse est légèrement inférieure aux attentes du consensus d'économistes de l'agence Bloomberg (-20,9%).

Les exportations japonaises vers la Chine, premier pays touché par la pandémie mais qui a retrouvé le chemin de la croissance au deuxième trimestre, ont augmenté de 8,2% en juillet (contre une baisse de 0,2% en juin).

Celles à destination des Etats-Unis ont encore dévié, de 19,5% (contre -46,6% en juin).

Les expéditions japonaises vers l'Europe de l'Ouest ont elles diminuées de 32,5% en juillet (-30% en juin). Les deux régions font face à une résurgence du coronavirus.

Les importations mondiales du Japon le mois dernier ont elles faibli de 22,3% sur un an à 5,357,2 milliards de yens (42,6 milliards d'euros), une baisse plus importante qu'en juin (-14,4%).

Celles en provenance de Chine ont recommencé à baisser (-9,8% après une augmentation de 0,8% en juin) et celles des Etats-Unis (-25,5%) et d'Europe occidentale (-18%) ont poursuivi leur recul.

Le Japon, qui était en déficit commercial depuis avril, a enregistré un léger excédent en juillet, à hauteur de 11,6 milliards de yens (92,2 millions d'euros).

ACCIDENTS DE LA ROUTE 22 morts et 1.439 blessés en une semaine (Protection civile)

Vingt-deux (22) personnes ont trouvé la mort et 1.439 ont été blessées dans 1.168 accidents de la route survenus à travers le territoire national au cours de la période s'étalant du 9 au 15 août, selon un bilan établi mercredi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya Tizi-Ouzou où 5 personnes sont décédées et 34 autres ont été blessées suite à 32 accidents de la route. Les unités de la Protection civile sont intervenues, d'autre part, pour procéder au cours de la même période, à l'extinction de 2.982 incendies urbains, industriels et autres.

Concernant les incendies en milieu naturel, la Protection civile fait état de 427 incendies ayant causé des pertes estimées à 2.925 ha de forêt, 1.536 ha de maquis, 1.791 ha d'herbes, 10.530 bottes de foin, 414 palmiers et 16.076 arbres fruitiers. En matière de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 469 opérations de sensibilisation à travers 48 wilayas où il a été rappelé aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de la distanciation sociale.

Ces unités ont effectué, en outre, 747 opérations de désinfection ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publique et privés, ainsi que les zones d'habitation.

LITTORAL D'ALGER Près de 33 tonnes de déchets collectés au niveau de 55 plages autorisées à la baignade

Les services de l'Etablissement public d'hygiène urbaine et de la protection de l'environnement (EPIC HUPE) ont procédé à la collecte de près de 33 tonnes de déchets au niveau des 55 plages autorisées à la baignade depuis l'entrée en vigueur, samedi dernier, de la décision d'ouverture progressive des plages, a indiqué un communiqué des services de la wilaya d'Alger.

L'Etablissement public d'hygiène urbaine et de la protection de l'environnement (EPIC HUPE) de la wilaya d'Alger a lancé un programme pratique intensif suivant l'ouverture de la saison estivale au niveau des plages de 17 communes côtières d'Alger, lequel est basé sur l'amélioration de l'environnement des plages pour les estivants à travers des opérations quotidiennes de nettoyage et de collecte des déchets marins solides et domestiques, composés de divers aliments, caoutchouc et plastique, en sus du verre, des résidus de bois et d'autres matériaux", a précisé la wilaya d'Alger dans un communiqué publié sur sa page Facebook. "Entre 8 et 10 tonnes de déchets divers sont collectées quotidiennement sur 55 plages", a poursuivi la même source, ajoutant que les services de l'EPIC HUPE d'Alger ont collecté, du 1er au 15 août, quelque 90,17 tonnes de déchets. En outre, 32,94 tonnes ont été collectées du 15 au 18 août en cours suite à l'ouverture de la saison estivale pour l'année 2020, a indiqué la source. Par ailleurs, le même établissement, ajoute le communiqué, a installé 4.000 porteurs de sacs poubelles au niveau de 17 communes touristiques et 167 panneaux de sensibilisation aux mesures de prévention contre la propagation de la pandémie du Coronavirus. Les Services de l'EPIC HUPE s'emploient également pour le prélèvement d'échantillons des eaux de plages en vue de les analyser et de déterminer leur conformité aux normes de sécurité des estivants. L'EPIC HUPE, note-t-on, a recruté 336 agents, dont 149 permanents et 177 saisonniers durant la saison estivale en cours en vue du bon déroulement de son programme visant à assurer le confort et la sécurité des estivants.

SECOUSSES TELLURIQUES À MILA Une commission interministérielle inspecte les sites proposés pour le relogement des familles sinistrées

Une commission interministérielle a inspecté mardi les sites proposés pour le relogement des familles sinistrées suite aux secousses telluriques qui ont frappé le nord de la wilaya de Mila le 17 juillet et 10 août, a appris l'APS de la secrétaire générale de la wilaya, Mme Khadidja Saifi. Trois des sites proposés se trouvent au chef-lieu de wilaya, quatre dans la commune d'Ain Tine, un à Sidi Khelifa, un à Grarem Gouga et un à Zaghaïa, a précisé la même source.

Selon les données présentées au cours de la réunion tenue par cette

commission avec les autorités locales au siège de la wilaya, plus de 450 hectares est la superficie totale de ces sites proposés pour la prise en charge des sinistrés de ces secousses qui ont causé d'importants dégâts dont 539 habitations classées dans la catégorie rouge.

Le plus grand site proposé occupe 268 hectares sur les hauteurs de la commune de Sidi Khelifa (23 km au Sud de Mila) tandis que les superficies des autres sites varient de 3 à 69 hectares, selon les mêmes données. "Les conclusions de la commission

interministérielle composée de représentants des ministères de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et de l'Agriculture et du Développement Rural seront soumises aux autorités centrales pour y trancher", a déclaré la secrétaire générale de wilaya.

La nature de la prise en charge sera également déterminée surtout que lors des rencontres avec les autorités locales, les sinistrés ont proposé l'octroi de terrain à bâtir à la place de logements dans des immeubles, est-il indiqué.

JOURNÉE MONDIALE DE L'AIDE HUMANITAIRE Le CNDH appelle à une meilleure implication dans l'action humanitaire

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) a appelé, mardi, les différentes associations, organisations de jeunes et étudiants à "davantage de participation à l'action humanitaire à travers l'assistance, le soutien et le secours en faveur des catégories vulnérables".

Dans un communiqué publié la veille de la célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire, célébrée le 19 août de chaque année, le CNDH a plaidé pour l'attachement aux valeurs et aux principes humanitaires "ayant pour base solide le respect des droits de l'homme et de ses libertés fondamentales".

Le CNDH a mis en avant, à cette occasion, les efforts consentis par les médecins, les infirmiers et le personnel du secteur de la santé ainsi que les élé-



ments de la protection civile, de la police et de la Gendarmerie nationale, outre les associations, les

organisations et les jeunes qui travaillent sans relâche dans des conditions difficiles afin d'être au service des autres et de les prendre en charge en vue de la lutte contre le covid-19.

Pour le CNDH, la célébration de cette journée est une occasion pour se rappeler des sacrifices "de tous les agents humanitaires dans le monde qui ont sacrifié leur vie afin d'être au service des catégories vulnérables notamment dans les zones de conflit et de guerre".

ASSOCIATIONS - AGRÉMENT Octroi d'agrément à 4000 associations en un mois et demi (Nazih Berramdane)

Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a affirmé mardi depuis Sétif que "4.000 associations ont été agréées en un mois et demi à l'échelle nationale et ce nombre croît constamment". Au cours d'une rencontre avec les représentants du mouvement associatif à l'auditorium Mouloud Kacem Naït Belkacem de l'université Sétif-1, M. Berramdane a indiqué que "ce nombre d'associations a été agréé sur 8.000 demandes formulées à la faveur des facilités accordées".

Ces facilités introduites par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, se rapportent à "la réduction du nombre de documents exigés et du délai de leur étude ainsi qu'à la

résolution en coordination avec le ministère de la Justice des entraves liées à l'huissier de justice", a précisé l'intervenant. Le conseiller auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger a également estimé que "les acteurs de la société civile dont le nombre est en augmentation constante sont appelés à s'orienter vers l'organisation, l'encadrement, la réhabilitation et l'accompagnement des institutions de l'Etat".

Mettant l'accent sur le rôle de la société civile dans l'édification d'un Etat puissant, M. Benrramdane a rappelé l'hommage rendu par le président de la République aux associations ayant accompagné les institutions de l'Etat dans la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus et dans l'atténuation des répercussions de la crise sanitaire tout comme il avait salué l'armée blanche de médecins, paramédicaux et personnels du secteur de la

santé. "Nous devons aujourd'hui changer le mode de fonctionnement associatif", a encore estimé M. Berramdane, ajoutant que cela exige une stratégie et une vision qui "reposent sur des mécanismes juridiques, administratifs et organisationnels pour parvenir à une société civile structurée qui accompagne les institutions de l'Etat et le gouvernement dans leur travail et est consultée dans un cadre de démocratie participative".

M. Berramdane a inscrit cette rencontre dans le cadre d'une série de rencontres devant se tenir dans toutes les wilayas du pays pour la concertation avec la société civile en vue de dégager des propositions et recommandations relatives à l'organisation de la société civile pour en faire un outil efficace au service de l'édification de l'Algérie nouvelle conformément à une stratégie future qui l'habilite à assumer son rôle fondamental dans le développement.

PRESTATIONS SOCIALES - NUMÉRISATION L'agence d'Alger de la CNAS lance une campagne d'information sur la numérisation des congés de maladie

L'agence d'Alger de la Caisse nationale d'assurance sociale des salariés (CNAS) a lancé une campagne d'information sur la numérisation des congés de maladie, qui peuvent être envoyés dorénavant par voie électronique à par-

tir de l'espace El Hanaa, a indiqué un communiqué de cet organe public.

"La CNAS Agence d'Alger lance une campagne d'information et de sensibilisation en direction des assurés sociaux.

En effet, dans son espace

El Hanaa, la CNAS a inséré une nouvelle option permettant à l'assuré social (salarié) d'envoyer son certificat d'arrêt de travail à distance", lit-on dans le même communiqué parvenu à l'APS lundi soir.

L'agence d'Alger de la CNAS a affirmé qu'"en adoptant cette nouvelle technologie, l'assuré social pourra envoyer son arrêt de travail sans se déplacer à la CNAS, ce qui lui permettra de respecter le délai de dépôt de l'arrêt de travail".

Et d'ajouter "l'assuré remplira des champs lui permettant d'indiquer son adresse de résidence pendant le congé de maladie, ce qui lui évitera des rejets par défaut du contrôle administratif". Elle a noté, en outre, que l'assuré social malade, est tenu d'informer la CNAS de son lieu de résidence, car elle pourra effectuer un contrôle administratif. Cette nouvelle

application rentre dans le cadre du plan stratégique adopté par la CNAS, qui vise l'amélioration des services offerts à ses usagers à travers, la modernisation et l'informatisation à distance de l'administration, l'allègement des procédures administratives et également à travers différentes actions de proximité. Il est à rappeler, que l'application El Hanaa permet à l'assuré social de retirer son attestation d'affiliation, faire le suivi du remboursement des frais de soins et permet également à l'employeur et aux administrations demandeuses du document d'affiliation de procéder à son authentification.

Par ailleurs, l'agence d'Alger a enregistré durant le premier semestre de l'année en cours un nombre de 40763 certificats d'arrêt de travail déposés et traités.

JOURNÉE INTERNATIONALE D'HOMMAGE AUX VICTIMES DU TERRORISME

En pleine "tourmente" de la Covid-19 (SG ONU)

Le monde commémore vendredi la 3^e Journée internationale d'hommage aux victimes du terrorisme, en pleine "tourmente" provoquée par la COVID-19, a indiqué le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres dans un message en cette occasion célébrée le 21 août.

"Nous observons cette troisième Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme, alors que le monde est dans la tourmente.

La crise provoquée par la COVID-19 a changé notre façon de vivre et nos rapports avec les autres", a relevé M.

Guterres L'ONU prévoit une manifestation de haut niveau en ligne sur le thème "Not Forgotten: Stories of Remembrance of Victims of Terrorism", (Nous n'avons pas oublié: Histoires en hommage aux victimes du terrorisme), en présence du Secrétaire général de l'Organisation internationale.

Des services essentiels pour les victimes tels que les procédures de justice pénale et le soutien psychosocial, ont été interrompus, retardés ou supprimés, les gouvernements concentrant leur attention et leurs ressources sur la lutte contre la pandémie, a dit M. Guterres dans



son message. Le chef de l'ONU a rappelé également qu'en raison de cette crise sanitaire inédite, de nombreuses cérémonies et commémorations ont été annulées ou tenues en ligne et "les victimes n'ont pu trouver consolation et réconfort les unes auprès des autres. En outre, en raison des restrictions actuelles, l'Organisation des Nations

Unies a dû reporter à l'année prochaine le tout premier Congrès mondial des victimes du terrorisme".

Selon lui, il est vital de se souvenir des victimes du terrorisme et de faire plus pour les aider à guérir et à se reconstruire.

"Nous devons notamment collaborer avec les parlementaires et les gouvernements en vue de la rédaction

et de l'adoption de lois et de stratégies nationales d'aide aux victimes.

Nous devons continuer d'appuyer le travail inestimable des associations de victimes. Nous devons veiller à toujours faire entendre la voix de celles et ceux qui ont souffert, pour que personne ne soit jamais oubliée", a-t-il plaidé affirmant que l'ONU est solidaire de toutes les victimes du terrorisme, aujourd'hui comme chaque jour. M. Guterres a ainsi rappelé que le terrorisme a sur ses victimes des effets qui peuvent durer toute une vie et se répercuter sur plusieurs générations.

"Nous ne pouvons pas effacer les traumatismes, mais nous pouvons aider les victimes et les survivants en œuvrant pour la vérité, la justice et la réparation, en nous faisant leur porte-voix et en défendant leurs droits humains", a dit le SG de l'ONU.

BRÉSIL

6 morts lors d'un affrontement entre prisonniers au Parana

Six prisonniers ont trouvé la mort lors d'une bagarre entre détenus dans une prison située dans l'Etat de Parana, dans le sud du Brésil, a-t-on indiqué mardi de source officielle.

L'incident s'est produit lundi soir dans la prison publique d'Ibipora, lorsque les détenus se sont affrontés pour des raisons qui font l'objet d'une enquête, a déclaré le Secréariat de la sécurité publique du Parana dans un communiqué. Pendant la bagarre, les détenus ont mis le feu aux matelas où ils dormaient, obligeant les gardiens de la prison à ouvrir le reste des cellules pour que les autres détenus puissent quitter les lieux.

La police civile, qui gère la prison avec le département pénitentiaire de Parana, a alors alerté les équipes d'opérations spéciales pour "rétablir l'ordre et maîtriser les prisonniers", qui ont été transférés dans la cour de la prison.

Les autorités ont ouvert une enquête pour clarifier les raisons de la bagarre et en identifier les responsables, comme elles ont annoncé le transfert "d'au moins 25 prisonniers" vers d'autres prisons du Parana.

La police militaire avait établi un périmètre extérieur afin de renforcer la sécurité dans la zone. Le système pénitentiaire brésilien est considéré par les organisations internationales comme l'un des plus surpeuplés, une situation qui s'est vu compliquer avec la pandémie du nouveau coronavirus.

Le Département national des pénitenciers, une agence d'Etat, est responsable d'une population carcérale de près de 750.000 personnes, l'une des plus importantes au monde.

ONU - VIOLENCES

Record de violences contre les humanitaires en 2019

Les violences perpétrées à l'encontre des travailleurs humanitaires n'ont jamais été aussi élevées que l'an dernier, ont annoncé les Nations unies mercredi, à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

En 2019, les attaques contre les humanitaires ont dépassé toutes les années précédentes, avec au total 483 travailleurs humanitaires attaqués, 125 tués, 234 blessés et 124 kidnappés lors de 277 incidents distincts, a indiqué l'ONU citant la base de données du centre de recherches Humanitarian Outcomes.

Cela représente une augmentation de 18% du nombre de victimes par rapport à 2018. Rien qu'au cours des dernières semaines, "des attaques ignobles" ont coûté la vie à des travailleurs humanitaires au Niger et au Cameroun, et depuis le début de la pandémie de Covid-19, de nombreux travailleurs de santé ont été attaqués dans le monde

entier, s'est inquiétée l'ONU dans un communiqué. En 2019, la plupart des attaques ont eu lieu en Syrie, au Soudan du Sud, en République démocratique du Congo, en Afghanistan et en République centrafricaine.

Le Mali et le Yémen ont tous deux connu un doublement des attaques par rapport à l'année précédente. Une recrudescence des attaques contre les travailleurs de santé a en particulier été enregistrée en 2019, notamment contre des médecins en Syrie et des humanitaires engagées dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola en RDC.

"Aux travailleurs humanitaires du monde entier qui accomplissent un travail important et courageux en première ligne, nous disons: +Merci+", a déclaré le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, Mark Lowcock. "La meilleure façon de rendre hommage aux travailleurs humani-

taires est de financer leur travail et d'assurer leur sécurité", a-t-il ajouté. La Journée mondiale de l'aide humanitaire correspond au jour de l'attaque contre le complexe de l'ONU à Baghdad, le 19 août 2003, qui a coûté la vie à 22 personnes dont celle du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Irak, Sergio Vieira de Mello.

Depuis, près de 5.000 humanitaires ont été tués, blessés ou enlevés, la décennie 2010-2019 ayant connu une augmentation de 17% des attaques par rapport à la période 2000-2009, selon l'ONU.

Encore récemment, le 9 août au Niger, six humanitaires de l'ONG française Acted ont été assassinés, avec leur chauffeur et leur guide nigériens, par des hommes armés à moto alors qu'ils visitaient la réserve de girafes de Kouré, à 60 km au sud-est de la capitale Niamey, où ils étaient basés.

BRÉSIL

Démantèlement d'un énorme réseau de trafic de drogue

Les autorités brésiliennes ont mené une vaste opération contre un réseau international de trafic de drogue et de blanchiment d'argent durant laquelle elles ont saisi sept avions et cinq hélicoptères, a annoncé mardi la police.

Quelque 600 agents ont mené dans 13 Etats brésiliens cette opération dans le cadre de laquelle ils ont exécuté mardi 50 mandats d'arrêt, a indiqué dans un communiqué la police fédérale (PF). Outre les sept avions et les cinq hélicoptères, les policiers ont saisi 42 camions et 35 propriétés "liées aux suspects et au réseau criminel", et les autorités ont bloqué par voie judiciaire un montant total de 100 millions de réels (18,3 millions de dollars), selon le communiqué.

L'opération visait quatre organisations qui vendaient la drogue aussi bien sur le territoire brésilien qu'en Europe et au Cap-Vert.

Elles assuraient aussi le blanchiment des sommes générées par le trafic.

Cette opération est le résultat d'une enquête lancée en 2018 en collaboration avec la National Crime Agency (NCA), la principale agence britannique de lutte contre le crime organisé, a précisé la police fédérale brésilienne.

Avant les raids effectués mardi, douze personnes avaient déjà été arrêtées et plus de onze tonnes de cocaïne saisies.

INTEMPÉRIES EN ASIE DU SUD

Près de 1.300 morts

Près de 1.300 personnes ont péri en Asie du Sud dans des inondations et glissements de terrain provoqués par la mousson annuelle, rapportent mercredi des médias.

La grande mousson de juin à septembre est cruciale pour la vie et l'agriculture du sous-continent indien mais cause chaque année d'importants dégâts et fait des centaines de morts dans cette région du monde qui héberge un cinquième de l'humanité.

"A travers l'Inde, les pluies diluviennes ont causé la mort de 847 personnes cette saison, selon le ministère de l'Intérieur.

Au Bangladesh voisin, le bilan humain s'élève actuellement à 226 personnes.

Et au Népal, les autorités ont décompté 218 morts et 69 personnes toujours portées disparues suite à des éboulements.

Des pluies torrentielles s'abattaient mercredi sur la capitale indienne New Delhi, obligeant passants et véhicules à patauger dans une eau parfois haute jusqu'au genou.

Au Bangladesh, les eaux de la mousson ont recouvert jusqu'à 40% du territoire.

"En terme de durée, ce sont les deuxièmes pires inondations de l'histoire du pays", a indiqué Arifuzzaman Bhuyan, directeur du centre de prévision et d'alerte aux inondations.

Plus de six millions de Bangladais ont vu leurs maisons endommagées par les

eaux et des dizaines de milliers de villageois restent hébergés dans des abris mis en place par les autorités.

D'autres dorment dans des cahutes construites sur des zones plus élevées, a-t-on indiqué à Dacca.

TRANSPORT - AVIATION - PANDÉMIE

L'Inde prévoit des bulles de voyage avec 13 pays

L'Inde prévoit de créer des bulles de voyage avec 13 pays, dont l'Australie, le Japon et le Singapour, a indiqué le ministre indien de l'Aviation civile, Hardeep Singh Puri.

Dans le cadre d'un pacte bilatéral, les compagnies aériennes des pays concernés peuvent opérer des vols internationaux dans le respect de certaines restrictions, a tweeté le responsable indien.

Les opérations aériennes internationales de l'Inde se limitent actuellement en grande partie au rapatriement des ressortissants

indiens de divers pays à travers le monde. "Des arrangements de voyage aérien sont déjà en place avec les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Emirats arabes unis, le Qatar et les Maldives. Nous négocions avec 13 autres pays pour établir de tels arrangements", a ajouté M. Puri.

Les vols internationaux réguliers de passagers sont toujours suspendus en Inde depuis le 23 mars dernier en raison de la pandémie de Covid-19.

Cependant, les vols intérieurs ont repris depuis le 25 mai, mais les

compagnies aériennes sont autorisées à exploiter seulement 45% de leurs capacités.

Le secteur de l'aviation a été considérablement impacté en raison des restrictions de voyage imposées en Inde et ailleurs en raison de la pandémie de Covid-19.

De ce fait, les compagnies aériennes en Inde ont pris des mesures de réduction des coûts telles que des baisses drastiques des salaires, des congés sans solde et des licenciements massifs d'employés.

S A N T É - A L G É R I E

LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS Le CRA reçoit une donation financière de Suez Algérie

Le Croissant rouge algérien (CRA) a été destinataire, mardi à Alger, d'une donation financière de l'entreprise Suez Algérie, spécialisée dans le traitement des eaux, et ce, dans le cadre de la contribution à l'effort national de lutte contre le Coronavirus.

D'un montant de 6,5 millions de DA, ce don sera destiné à l'achat d'un scanner au profit d'un des hôpitaux du pays, dont le coût oscille entre 20 et 30 millions de DA, a déclaré à la presse la présidente du CRA, Saida Benhabyllés, lors de la cérémonie de signature de la donation.

"C'est un hôpital d'une capacité de 240 lits mais qui ne dispose que d'un ECG.

Nous avons renforcé ses capacités par un second et lançons à présent un appel aux bienfaiteurs pour mettre à la disposition de son service dédié à la Covid-19 un scanner et ce, à travers la collecte de la totalité de la somme permettant son acquisition", a-t-elle ajouté.

Tout en notant que cet équipement permettra "aux plus démunis de cette wilaya de recourir au scanner, car ne pouvant se permettre son coût onéreux chez le privé", Mme Benhabyllés a souligné que l'action de Suez Algérie "témoigne de la crédibilité dont jouit le CRA auprès des entreprises nationales et étrangères, nombreuses à proposer leurs aides à celui-ci et qui en fait usage en toute transparence".

"Nous voulons être partie prenante de l'effort national de lutte contre le Coronavirus.

Ce pourquoi, nous avons contribué à équiper un hôpital de sorte à ce que cette donation profite au plus grand nombre de personnes", a indiqué, pour sa part, le Directeur général de Suez Algérie, Ali Nouiouta, rappelant que celle-ci est présente depuis de nombreuses années en Algérie et compte à son actif le projet de dessalement d'El-Hamma.

Il ajoutera qu'en raison "de la complexité de la crise sanitaire actuelle", l'entreprise œuvre à "maintenir un maximum d'eau pour la population algéroise, en lui livrant 25 % de cette substance", relevant que celle-ci "est la base de l'hygiène", avant de détailler la stratégie interne mise en place par Suez Algérie afin d'éviter les contaminations parmi son personnel.

Prochainement un numéro vert pour le soutien psychologique

Un numéro vert, destiné à apporter l'appui psychologique aux personnes impactées par le Coronavirus, sera prochainement mis en place par le CRA, au niveau de son siège, a annoncé, lors de la même occasion, sa présidente.

"Cet important projet impliquera également l'association «Planning familial» qui mettra à notre disposition des psychologues qu'elle rémunérera ainsi que le ministère de la Poste et des Télécommunications qui assurera la gratuité du numéro vert", précisera-t-elle, notant que cette action symbolise "la solidarité entre les ONG, les pouvoirs publics et le CRA".

Evocant l'apport du Croissant à la lutte contre la pandémie de la Covid-19, Mme Benhabyllés a assuré que celui-ci a été "prévenant" dès l'apparition du virus en Chine, en procédant, avec le concours de la Fédération internationale des Croix et des Croisants rouges, à la formation de ses bénévoles sur la gestion des catastrophes et pandémies.

En outre, poursuit-elle, des campagnes de sensibilisation aux dangers du Coronavirus ont été réalisées à travers le territoire national, alors que plus de 250.000 familles issues de régions défavorisées ont bénéficié de colis alimentaires et de kits d'hygiène, en sus du renforcement des moyens des structures hospitalières, la dernière en date étant celle de Ferdjhoua (Mila).

403 nouveaux cas, 318 guérisons et 11 décès

Quatre cent trois (403) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 318 guérisons et 11 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 39 847 dont 419 nouveaux cas, soit 0,9 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, et celui des décès à 1402 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 27 971, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19. En outre, 24 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 14 autres ont enregistré plus de 10 cas, tandis que 10 wilayas n'ont enregistré aucun cas. Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le Dr Fourar. Enfin,



le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de

tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique,

rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.

RÉGION OUEST

La rougeole en tête de liste des maladies à déclaration obligatoire pour l'année 2019

Les maladies sous surveillance des programmes élargis de vaccination (PEV), la rougeole principalement, occupent la première place parmi les maladies à déclaration obligatoire (MDO) dans la région ouest pour l'année 2019, selon le bilan de l'Observatoire régional de la santé d'Oran (ORS).

Le bilan de l'année 2019, récemment rendu public, indique que les PEV occupent la première place pour la deuxième année consécutive avec 31% des maladies à déclaration obligatoire (MDO), suivies de la tuberculose avec un taux de 26,6%, les maladies à transmission hydrique (MTH) avec 20%, les zoonoses avec 10%, les méningites avec 4,9% et enfin les Hépatites B et C et les MST avec 3,6% chacune, précise-t-on dans le même document.

Le retour de la rougeole et des PEV serait le résultat de la réticence des

parents vis-à-vis du vaccin ROR, inclus dans le calendrier de vaccination à partir de l'année 2017.

La non-vaccination d'un certain nombre d'enfants a fait augmenter les cas de PEV et de la rougeole en particulier, au cours des années 2018 et 2019, affirment les observateurs.

En Algérie, la liste des maladies à déclaration obligatoire que tout médecin, pharmacien ou chirurgien-dentiste du secteur public ou privé, doit déclarer au service d'épidémiologie (SEMPEP) le plus proche, comporte une trentaine de maladies, rappelle-t-on.

Les dix wilayas de la région ouest (Oran, Sidi Bel-Abbès, Saida, Mostaganem, Tiaret, Relizane, Aïn Temouchent, Tlemcen, Mascara et Tissemsilt) ont ainsi enregistré plus de 17.200 cas de MDO dont 5.200 cas de rougeole, 4.570 autres de tuberculose, 2.660

cas de maladies à transmission hydriques. Dans la catégorie des zoonoses, des maladies infectieuses transmises à l'homme par des animaux, la région ouest a enregistré quelque 991 cas de brucellose et 251 autres de leishmaniose cutanée, indique-t-on de même source. L'incidence des zoonoses est passée de 171 en 2018 à 19,6 cas pour 100.000 habitants en 2019, a-t-on ajouté.

S'agissant de la tuberculose, le même document souligne qu'au cours des deux dernières années, la tuberculose a connu une baisse importante, avec 27% des MDO, alors qu'elle représentait plus de 50% des déclarations au cours des années précédentes.

L'incidence des méningites a connu, quant à elle, une légère augmentation passant de 77 cas pour 100.000 habitants en 2018 à 9,4 en 2019, selon la même source.

UNIVERSITÉ - PANDÉMIE - PRÉVENTION

Adrar: inspections sur le respect du protocole sanitaire dans les structures des œuvres universitaires

Une commission spécialisée a entamé ses inspections concernant le respect du protocole sanitaire préventif au niveau de structures des œuvres universitaires, en prévision de la reprise des activités pédagogiques, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locales des œuvres universitaires.

Regroupant des spécialistes dans le domaine de la santé préventive, la commis-

sion inspecte la situation des cinq structures d'œuvres universitaires se trouvant à Adrar, et leur mise en place des conditions de prévention sanitaire contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué Mohamed Kerroumi, directeur adjoint des œuvres universitaires d'Adrar.

L'opération intervient en application des instructions de la Direction générale de

tutelle visant à veiller au plus près au respect du protocole sanitaire de prévention de la pandémie du Covid-19 en milieu étudiant, a-t-il ajouté.

La commission en question inspecte le respect de ces conditions au niveau des résidences universitaires, en évaluant les aménagements déployés et la levée des réserves émises auparavant concernant le respect de ce

protocole préventif.

Selon le même responsable, la direction des œuvres universitaires travaille de concert avec les services pédagogiques de l'Université d'Adrar pour préparer l'accueil des étudiants, éviter leur regroupement intensif au niveau de l'Université et des résidences universitaires, pour justement assurer la bonne mise en œuvre du protocole sanitaire préventif.

CORONAVIRUS - LUTTE

2 laboratoires de dépistage à l'Université d'Oran-1

L'Université d'Oran-1 "Ahmed Benbella" prévoit la mise en place de deux laboratoires de dépistage du coronavirus "Covid-19", a-t-on appris mardi du vice-recteur de cet établissement, Smaïn Balaska.

Cette opération intervient en réponse à la note de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DG-RSDT) concernant la mise en place de laboratoires de dépistage du virus "Covid-19", a précisé à

l'APS ce responsable. L'Université d'Oran-1 a émis dans ce cadre deux propositions, la première étant envisagée en collaboration avec l'Ecole supérieure des sciences biologiques d'Oran pour l'ouverture d'un laboratoire de dépistage au campus "Taleb Mourad". L'infrastructure regroupera les compétences humaines et les équipements se trouvant dans les deux établissements pour le dépistage du "Covid-19", a fait valoir le vice-recteur. La seconde propo-

sition concerne la mise en place d'un autre laboratoire au niveau de la nouvelle faculté de médecine de l'Université d'Oran-1, située en face de l'Etablissement hospitalier universitaire "1er Novembre" (EHUO), a-t-il signalé.

Ces deux actions qui bénéficient du soutien financier de la DG-RSDT évoluent actuellement au stade de l'achat du matériel manquant, a indiqué le vice-recteur.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Le nombre de cas dépasse les 22 millions

Le nombre de cas d'infection au nouveau coronavirus a franchi mardi la barre des 22 millions dans le monde, atteignant 22.046.135 à 20H27 heure locale (mercredi à 00H27 GMT), selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins.

Dans le même temps, le nombre de décès liés au COVID-19 dans le monde a atteint 778.557, selon le CSSE. Les Etats-Unis sont le pays du monde le plus affecté par la pandémie, tant en nombre de cas confirmés que de décès, qui s'élèvent désormais respectivement à 5.480.487 et 171.687. Viennent ensuite le Brésil avec 3.359.570 cas et 109.888 décès, puis l'Inde qui a confirmé plus de 2,7 millions d'infections.

Les autres pays dont le bilan a dépassé 400.000 cas sont la Russie, l'Afrique du Sud, le Pérou, le Mexique et la Colombie. Ceux qui comptent plus de 30.000 décès sont le Mexique, l'Inde, le Royaume-Uni, l'Italie et la France, selon les données du CSSE.



ETATS-UNIS - COVID-19

Les Etats-Unis, "un des rares pays à avoir échoué à contrôler" l'épidémie

Les Etats-Unis où le nombre de décès dus au nouveau coronavirus (Covid-19) depuis juillet est six fois plus élevé que la moyenne observée dans les autres économies à revenus élevés, est l'un des rares pays à échouer à contrôler l'épidémie", a rapporté le site d'information américain Axios. Parmi les 83 pays et régions figurant dans la liste

de ces pays établie par la Banque mondiale, les Etats-Unis sont "l'un des rares" à avoir échoué à contrôler le nouveau coronavirus depuis le début de la pandémie, selon ce média. Depuis le 1er juillet, 75% de tous les nouveaux cas d'infection confirmés et 69% de tous les décès associés dans ces pays ont été enregistrés aux Etats-Unis, lesquels

représentent 27% de la population totale de ce groupe, note Axios. S'appuyant sur des statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Université Johns Hopkins, le site constate que d'autres pays et régions riches ont connu des pics épidémiques et des hausses de décès aussi "terrifiants" qu'aux Etats-Unis. Mais,

ajoute-t-il, les Etats-Unis demeurent "une exception", car depuis que ce pays "a été frappé si tôt et si durement, il ne s'en est jamais complètement remis".

Sur les dix pays qui connaissent les plus fortes hausses journalières, les Etats-Unis sont la seule économie à revenus élevés, observe Axios.

ARGENTINE - CORONAVIRUS

Plus de 300.000 contaminations

L'Argentine a dépassé mardi le seuil des 300.000 contaminations au coronavirus et a enregistré 235 nouveaux décès en 24 heures, un de ses bilans quotidiens les plus élevés, a annoncé le ministère de la Santé.

Les autorités ont fait état mardi de 6.840 nouvelles contaminations au cours des 24 heures précédentes, ce qui porte le total des cas confirmés à 305.953. Et les 235

nouveaux décès enregistrés portent le bilan des morts à 6.048. Selon les données officielles, 223.531 personnes infectées en Argentine ont guéri du Covid-19.

Le taux de mortalité actuel de l'Argentine, qui compte 44 millions d'habitants, est selon les chiffres du ministère de la Santé de 115 décès pour un million d'habitants, le plus bas de la région après l'Uruguay et le Paraguay. Lundi s'est tenu à

Buenos Aires un rassemblement soutenu par l'opposition pour protester contre les mesures de confinement et d'isolement social, considérées par les manifestants comme portant atteinte à la liberté des citoyens.

Le confinement, qui a été très assoupli dans la zone métropolitaine de Buenos Aires mais reste plus strict dans plusieurs provinces, doit durer jusqu'au 30 août.

CORONAVIRUS - VACCINS

Le laboratoire pharmaceutique Roche s'associe avec l'Américain Regeneron

Le laboratoire pharmaceutique suisse Roche a annoncé mercredi un accord avec l'américain Regeneron pour la fabrication et la distribution d'un vaccin contre le Covid-19 en phase finale d'essais cliniques. "Roche et Regeneron ont annoncé aujourd'hui qu'ils unissent leurs forces dans la lutte contre le Covid-19 pour développer, fabriquer et distribuer REGN-COV2, la combinaison d'anticorps antiviraux

expérimentaux de Regeneron, aux personnes du monde entier", selon un communiqué du groupe. REGN-COV2, la combinaison de deux anticorps de Regeneron, est actuellement en phase 2/3 d'essais cliniques pour le traitement et la prévention de l'infection par le Covid-19.

Dans le cadre de cet accord, si REGN-COV2 "s'avère sûr et efficace lors des essais cliniques et si les autorisations

réglementaires sont accordées", Roche se chargera de la distribution du vaccin hors Etats-Unis, Regeneron se concentrant sur le marché américain.

Cet accord permettra de multiplier par trois et demi la capacité de production de REGN-COV2, selon le communiqué du laboratoire Roche, qui indique que les collaborateurs ont déjà entamé le processus de transfert de techno-

logie. Les derniers essais cliniques devraient être financés et réalisés conjointement par les deux laboratoires.

Selon l'OMS, 168 candidats vaccins contre le Covid-19 sont actuellement en développement, mais aucun n'est encore prêt à être commercialisé. La pandémie de Covid-19 a fait près de 775.000 morts dans le monde depuis décembre 2019, selon un bilan officiel donné mardi soir par des médias.

AFRIQUE DU SUD

Des essais cliniques d'un second vaccin

L'Afrique du Sud va entamer cette semaine les essais cliniques d'un vaccin contre le nouveau coronavirus conçu aux Etats-Unis avec 2.900 volontaires, le second du genre dans le pays, a annoncé mardi le professeur en charge de l'essai.

Nommé NVX-CoV2373, le vaccin a été développé par la firme de biotechnologie américaine Novavax.

La première inoculation sur un volontaire aura lieu mercredi. "C'est un programme à double dose, et (les volontaires) obtiennent soit deux vaccins, soit deux placebos, à trois semaines d'écart", a affirmé le professeur Shabir Madhi de l'université de Witwatersrand à Johannesburg. Avec 589.886 cas et 11.982 décès au total, l'Afrique du Sud se trouve

cinquième au funeste classement des pays avec le plus de contaminations dans le monde. Alors que le pays compte également 20% du nombre mondial de contaminations au VIH selon des données de 2020 de UNAIDS, l'organisation de l'ONU chargée de la lutte contre le sida, 240 adultes séropositifs et médicalement stables participeront également à ces essais cliniques.

"Il est vital de comprendre comment ces vaccins fonctionnent parmi les personnes séropositives, particulièrement en Afrique du Sud où elles constituent environ 12 à 15% de la population adulte", a affirmé le Pr Madhi. Selon l'université de Witwatersrand, des études du vaccin de Novavax sur des primates ont révélé une

protection contre une contamination au coronavirus par les voies nasales ainsi qu'une protection contre l'apparition de symptômes pulmonaires. Financés en partie par une bourse de 15 millions de dollars (12,5 millions d'euros) de la Fondation Bill & Melinda Gates, ces essais cliniques font partie d'une plus grande étude qui doit être lancée à travers le monde et impliquant 30.000 participants. En juin, le Pr Madhi avait déjà piloté le premier essai en Afrique du Sud d'un vaccin contre le coronavirus, le ChAdOx1 nCoV-19 conçu par l'entreprise britannique Jenner Institute, basée à Oxford.

Près de 2.000 personnes s'étaient vues inoculer le vaccin prospectif, dont 50 personnes séropositives.

CANADA

Québec: un plan pour faire face à une deuxième vague de Covid-19

L'exécutif québécois va mobiliser 106 millions de dollars à la Santé pour recruter 1000 employés supplémentaires, en prévision d'une deuxième vague de Covid-19. «Maintenant que nous avons tiré des leçons constructives des difficultés rencontrées ces derniers mois, nous sommes en mesure d'agir de manière préventive et ciblée en vue d'une deuxième vague du virus», a indiqué le ministre de la Santé et des services sociaux, Christian Dubé lors d'une conférence de presse. Grâce au recrutement d'environ 1.000 équivalents temps complet, les établissements régionaux auront notamment une meilleure capacité à retracer rapidement les cas de Covid-19, à prévenir et à gérer les éclosons dans les différents milieux et à coordonner les actions visant à développer un éventuel vaccin, selon l'exécutif.

Le plan dévoilé mardi s'articule autour de neuf axes d'intervention, à savoir les milieux de vie pour personnes âgées, les clientèles vulnérables, la main-d'œuvre, le dépistage, la prévention et le contrôle des éclosons, l'organisation clinique et les services, l'approvisionnement, la gouvernance et les communications.

AUSTRALIE

Morrison souligne la nécessité de rendre le vaccin obligatoire

Le Premier ministre australien, Scott Morrison, a souligné mercredi la nécessité de rendre obligatoire le vaccin contre le coronavirus alors que des contaminations repartent à la hausse et que les restrictions se multiplient dans le monde. "Il y a toujours des exemptions à la vaccination, pour des raisons médicales, mais cela devrait être la seule", a déclaré le Premier ministre à la radio 3AW de Melbourne. "Se faire vacciner devrait être obligatoire", a-t-il estimé. Devançant les critiques des mouvements anti-vaccin, M. Morrison a affirmé que les "enjeux étaient trop grands pour permettre à la maladie de continuer à se propager librement".

"Nous parlons d'une pandémie qui a détruit l'économie mondiale et provoqué des centaines de milliers de morts dans le monde", a-t-il expliqué.

L'Australie a indiqué qu'elle allait obtenir un vaccin "prometteur" après avoir passé un accord avec le groupe pharmaceutique AstraZeneca, selon le Premier ministre Scott Morrison, assurant que le pays le fabriquerait et le distribuerait gratuitement.

Les restrictions face à l'épidémie se durcissent à travers la planète: le Liban se reconfinant, la Corée du Sud ferme mercredi des entreprises jugées à risque.

Après une forte hausse du nombre de cas au Liban, les autorités ont décrété un reconfinement de plus de deux semaines du pays, à partir de vendredi et jusqu'au 7 septembre, assorti d'un couvre-feu quotidien de 18H00 à 06H00 locales.

Ces deux dernières semaines, le Liban a enregistré des taux records de contaminations, dont un nouveau pic lundi, avec 456 cas et deux décès.

Le pays a recensé jusqu'à présent 9.758 cas, dont 107 décès. De nouvelles restrictions entrent aussi en vigueur mercredi en Corée du Sud, qui avait jusqu'ici réussi à juguler l'épidémie grâce à une stratégie poussée de tests et de traçage des contacts des personnes infectées. Pour endiguer la recrudescence des cas, l'Irlande a décidé de durcir les restrictions de rassemblements, y compris dans les enceintes sportives, le Montenegro reportera d'un mois la rentrée scolaire dans les écoles. En France, où les hospitalisations dues au Covid-19 sont reparties à la hausse après une accalmie au début de l'été, c'est le port du masque qui sera systématisé dans les espaces clos et partagés des entreprises. Selon un bilan établi mardi par des médias à partir de sources officielles, la pandémie de Covid-19 a causé au moins 774.832 décès dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre.

Plus de 21.936.820 cas d'infection ont été diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie, dont au moins 13.623.700 sont aujourd'hui considérés comme guéris. Pays le plus endeuillé, les Etats-Unis ont enregistré 171.679 décès au total, selon un comptage de l'université Johns Hopkins mercredi. En Amérique latine, l'Argentine a dépassé mardi la barre des 300.000 contaminations, selon le ministère de la Santé.

CATARACTE

QUELLES SONT LES CAUSES POSSIBLES ?

Chaque année, 600 000 personnes sont opérées de la cataracte en France. Le point sur les différentes causes de la maladie avec le Dr Catherine Albou-Ganem, chirurgien ophtalmologiste et membre de la Société française d'ophtalmologie.

Chaque année en France, 600 000 personnes se font opérer de la cataracte. Une opération rapide, qui dure moins de 30 minutes et qui est réalisée en ambulatoire. Pourtant, il est impossible de savoir exactement combien de personnes sont porteuses d'une cataracte car, au début, les signes de la maladie sont très discrets. Et, contrairement à ce que l'on croit, la cataracte n'est pas uniquement liée à l'âge et au vieillissement du cristallin.

Cataracte : quels sont les symptômes
On appelle cataracte une opacification partielle (mais parfois totale) du cristallin, une petite lentille qui se trouve derrière l'iris (la partie colorée de l'œil). L'ophtalmologiste pose le diagnostic de cataracte lorsque la vision ou le confort des yeux sont perturbés dans la vie courante.

Certaines activités qui étaient possibles et faciles deviennent difficiles voire impossibles car le vision est comme brouillée. Le patient est ébloui ou ressent une gêne à la lumière, il a une perception modifiée des couleurs ou il a parfois la sensation de voir double.

A partir de 60 ans (et parfois dès la quarantaine) cette sensation de vue qui se

brouille doit amener à consulter un ophtalmologiste.

Cataracte : les causes possibles

La cause essentielle de la cataracte est, bien évidemment, le vieillissement physiologique lié à l'âge (c'est ce qu'on appelle la cataracte sénile). Mais il existe d'autres causes :

- La cataracte traumatique : c'est la cause la plus fréquente de la cataracte de l'enfant. Elle se déclare, avec un délai plus ou moins long, après une contusion ou une plaie du globe oculaire. Elle est donc, le plus souvent unilatérale (elle ne touche qu'un seul œil).

- La cataracte due à une maladie (comme le diabète) ou un traitement au long cours avec des tranquillisants ou des corticoïdes.

- La cataracte due à une exposition à des rayons (traitement par radiothérapie) ou une exposition prolongée au soleil sans lunettes.

- La myopie très forte ou le glaucome peuvent également favoriser ou accélérer l'apparition d'une cataracte.

Quelle que soit son origine, la cataracte doit absolument être opérée car, faute



d'opération, le cristallin risque de subir des modifications qui entraîneront d'autres problèmes oculaires comme une inflammation ou une augmentation de la pres-

sion à l'intérieur de l'œil. Malheureusement, la cataracte évolue progressivement vers l'opacification totale du cristallin et ne régresse jamais.

La vitamine C réduit le risque de cataracte



Après 60 ans, une alimentation riche en vitamine C réduit d'un tiers le risque de progression de la cataracte.

Une alimentation riche en vitamine C pourrait réduire le risque de progression de la cataracte d'un tiers, selon une étude publiée dans la revue *Ophthalmology*. Cette étude est la première qui montre que l'alimentation et le mode de vie peuvent jouer un rôle plus important que la génétique dans le développement de ce trouble visuel.

Les chercheurs ont examiné les données de plus de 1000 paires de jumelles du Royaume-Uni ayant répondu à un questionnaire sur leurs habitudes alimentaires afin de suivre leur consommation de vitamine C, A, B ainsi que leur apport en zinc, cuivre et manganèse. Une IRM a été utilisée afin de mesurer l'opacité du cristallin et la progression de la cataracte, d'abord à 60 ans, puis dix ans plus tard.

Lors de cette étude, l'apport d'aliments riches en vitamine C a été associé à une réduction de 20% du risque de cataracte. Au bout de dix ans, la réduction du risque

était de 33% chez les femmes consommant le plus de vitamine C.

C'est sans doute le côté antioxydant de la vitamine C qui permet de limiter la progression de cette maladie de l'œil. En effet, le fluide à l'intérieur de l'œil est normalement riche en vitamine C, ce qui aide à prévenir l'oxydation qui obscurcit le cristallin. Un important apport en vitamine C via le régime alimentaire permet sans doute d'augmenter la quantité de fluide autour de la lentille, fournissant ainsi une protection supplémentaire. A noter que les chercheurs, dirigés par le Pr Christopher Hammond, professeur d'ophtalmologie au King's College de Londres, ne se sont intéressés qu'à l'apport de vitamine C dans la nourriture et non sous forme de complément alimentaire.

"Bien que nous ne puissions pas encore éviter complètement de souffrir de la cataracte, nous pouvons être en mesure de retarder son apparition et l'empêcher de s'aggraver de manière significative grâce à une alimentation riche en vitamine C" a souligné le médecin.

LE SEUL TRAITEMENT EST CHIRURGICAL

Une personne sur deux de plus de 60 ans souffre d'une opacité du cristallin, appelée cataracte. La seule façon de traiter ce défaut de vision passe par la chirurgie. L'opération consiste à retirer le cristallin et à le remplacer par une lentille.

L'opération de la cataracte est l'intervention chirurgicale pratiquée le plus fréquemment en France et dans les pays développés. Rien de plus normal si l'on tient compte du vieillissement de la population et du fait que cette maladie n'a pas d'autre traitement possible.

L'opération se déroule en ambulatoire : vous vous présentez le matin à jeun et une fois la cataracte enlevée (cela prend en général moins d'une demi-heure), vous rentrez chez vous le jour même avec simplement un pansement sur l'œil, après une courte période d'observation post-opératoire.

Cette opération totalement indolore se pratique le plus souvent sous anesthésie locale : vous êtes tout à fait éveillé mais votre œil est insensibilisé avec des gouttes qui anesthésient sa surface. Dans certains cas, une piqûre permet de limiter les mouvements de l'œil car vous ne devez pas bouger les yeux quand on opère. Le chirurgien fait une petite incision pour livrer passage à une sonde qui émet des ultrasons qui vont pulvériser le cristallin malade. Il implante ensuite le cristallin artificiel par cette même incision effectuée de façon à ne nécessiter aucun point de suture.

Après avoir enlevé le cristallin, on le remplace par un implant multifocal qui corrige à la fois la vision de loin et la vision de près. La qualité optique des lentilles ne cesse de s'améliorer que que la chirurgie de la cataracte soit complètement réfractive, c'est-à-



dire de corriger tous les défauts de vision qui obligent le patient à porter des lunettes".

A noter, en outre, que si les deux yeux doivent être opérés de la cataracte, ce sera à 8 jours d'intervalle.

Chirurgie de la cataracte : les usages de l'opération

Un traitement à base de collyres associant plusieurs principes actifs (anti-inflammatoire, antibiotique, corticoïde) est prescrit dès le soir de l'intervention. Mais, malgré la toute petite incision, l'œil opéré reste un œil fragile. Il est donc impératif de prévoir une vie tranquille dans les 3 à 4 semaines qui suivent la chirurgie, de préférence chez soi. Il faut éviter tout effort violent ou soulèvement de charges et ne pas se frotter les yeux (donc toute atmosphère poussiéreuse est à proscrire). Il est préférable également de porter des

lunettes de soleil pendant quelque temps pour atténuer la plus grande sensibilité à la lumière, tout à fait normale après l'opération.

La reprise du travail et de la conduite automobile sont souvent rapidement autorisées en fonction de l'évolution de la vue.

Les complications possibles

Les complications de l'intervention sont exceptionnelles et les infections sont rarissimes depuis qu'on utilise une injection d'antibiotiques en fin d'intervention. Mais il n'y a jamais de chirurgie sans risque : "Statistiquement, le taux de complication après une opération de la cataracte est très faible. Il est inférieur à 3 pour 1000, ce qui est très rassurant" souligne le Dr Yves Bokobza, chirurgien ophtalmologiste à Paris. Certains "effets secondaires" sont possibles : un hématome du blanc

de l'œil (qui va disparaître en quelques jours), une sensibilité accrue à la lumière, une sensation de sable dans l'œil, un larmoiement ou une vision dédoublée. Le plus souvent, ces effets secondaires régressent après quelques jours.

"En revanche, une douleur intense est anormale. Elle peut témoigner soit d'une poussée de tension oculaire, qui impose un traitement adapté, soit d'une infection ou d'une inflammation aigue, après exceptionnelles mais beaucoup plus sérieuses. Elles imposent une prise en charge urgente, le plus souvent en service hospitalier" insiste le Dr Bokobza. "Enfin, une altération de l'acuité visuelle qui fait suite à une amélioration, doit inquiéter : elle peut témoigner d'un œdème de la cornée ou de la rétine (le plus souvent transitoires) ou de complications plus graves. Il faut alors consulter sans attendre."

Les antioxydants seraient la clé pour réduire le risque de cataractes



Des chercheurs confirment qu'il est possible pour tout à chacun de prévenir l'apparition de la cataracte grâce à un réflexe simple qui se trouve dans l'assiette : manger autant que possible des fruits et légumes colorés car riches en antioxydants. Les liens entre nutrition et santé sont de mieux en mieux connus, notamment en raison des nombreuses études épidémiologiques qui ont démontré l'effet protecteur des fruits et légumes. Leurs richesses en vitamines, en minéraux, en fibres et autres micronutriments en font en effet des alliés de taille dans la prévention de maladies apparaissant à l'âge adulte comme les cancers, les maladies cardiovasculaires, l'obésité et le diabète. Des chercheurs de l'University of South Australia ont mené une nouvelle étude sur le sujet, dédiée cette fois à la prévention de la cataracte, une opacification totale ou partielle du cristallin qui entraîne une baisse progressive et irréversible de la vision. Leurs travaux scientifiques publiés dans l'*American Journal of Clinical Nutrition* visaient plus précisément à vérifier le lien entre les aliments riches en antioxydants et un risque moins élevé de cataracte liée à l'âge. A noter qu'il s'agit de la première cause de cécité dans le monde, responsable d'environ 48 % des cas. En France, elle touche plus de 20 % de la population après 65 ans et plus de 50 % des personnes après 85 ans selon les chiffres de l'Assurance maladie. Ils ont pour cela analysé une vingtaine d'études menées dans le monde, portant sur l'impact des vitamines et des caroténoïdes (famille de pigments végétaux de couleurs rouges, orangés, jaunes ou roses) sur le risque de cataracte.

16 novembre 2019

CATARACTE : UNE AUTRE BONNE RAISON DE SE FAIRE OPÉRER

Les chercheurs australiens ont constaté que les collisions et accidents de la route impliquant des seniors avaient diminué de 48% après l'opération de la cataracte. Près de 600 000 personnes se font opérer chaque année de la cataracte en France, ce qui en fait l'opération chirurgicale la plus fréquente. Selon les chiffres de la Drees, les patients opérés sont âgés en moyenne de 73,5 ans. Une nouvelle étude australienne laisse entendre que tous ces seniors ont drôlement fait de ne pas céder à l'apprehension car ils ont désormais 48% de risques en moins d'être impliqués dans une collision. Pour cette étude, les chercheurs de l'University of Western Australia ont utilisé un simulateur de conduite. Ils ont testé la vision de 44 patients avant et après une opération de la cataracte.



Les patients ont été soumis au test sur simulateur de conduite après une intervention sur le premier œil, puis à nouveau après leur deuxième opération. Après la première, les accidents et les collisions ont diminué de 35%. Après la deuxième opération, ce nombre est tombé à 48%. Les chercheurs viennent de présenter leurs conclusions lors du congrès de l'Académie américaine d'ophtalmologie.

La cataracte est une conséquence normale du vieillissement de l'œil. Ses effets sur la vision sont parfois difficiles à distinguer des autres troubles visuels liés à l'âge (comme la DMLA). La myopie peut s'accroître, les couleurs paraissent plus ternes et les reflets des lumières rendent la vision plus difficile la nuit.

NIGERIA

Des centaines de civils "pris en otages" par des terroristes

Des éléments terroristes ont envahi une ville du nord-est du Nigeria, prenant en otages des centaines de civils, ont rapporté mercredi des sources locales et sécuritaires.

"Des +terroristes+ d'ISWAP ont pris le contrôle de Kukawa (dans la région du lac Tchad) mardi soir, et ont pris en otages des centaines de civils", a expliqué Babakura Kolo, chef d'une milice civile, citée par des agences.

Ces civils revenaient tout juste de retourner dans leurs foyers après avoir été déplacés dans un camp à cause des violences pendant deux ans, a-t-il précisé.

Le groupe ISWAP, affilié au groupe terroriste autoproclamé Etat Islamique (EI-Daech), est l'auteur d'attaques contre des positions militaires - des centaines de soldats nigériens ayant été tués en quatre ans - ou d'enlèvement d'humanitaires travaillant pour des organisations internationales.

UEMOA

Le Béninois Serge Ekué accède au poste de président de la BOAD

Le Béninois Serge Ekué, expert des marchés financiers et de capitaux a été nommé mardi durant le Conseil des ministres de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), tenu à Lomé au Togo, à la tête de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour succéder à son compatriote, Christian Ado-velandé, dont le mandat est arrivé à son terme, annonce un communiqué à Cotonou.

Selon la même source, cette nomination intervient après l'avis favorable de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA, sur proposition des plus hautes autorités béninoises, conformément aux textes en vigueur au sein de l'institution.

"Serge Ekué est depuis mai 2020, conseiller spécial auprès du président de la BOAD avec pour principales missions de finaliser le Plan stratégique 2021-2025 ainsi que de superviser les stratégies de mobilisation des ressources financières de la Banque", souligne le même communiqué.

Ce dernier rappelle qu'avant son arrivée au sein de la BOAD, M. Ekué dirigeait depuis 2016 les activités de banque de financement et d'investissement (BFI) de Natixis pour le Royaume-Uni à Londres.

Il cumulait cette responsabilité avec celle des solutions de marchés pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique (EMEA). Il était par ailleurs responsable des départements Afrique et Russie de Natixis.

La BOAD est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'UMOA.

Elle a été créée par un accord signé le 14 novembre 1973, puis est devenue opérationnelle en 1976. Les Etats qui en sont membres sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Elle est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses statuts, de promouvoir le développement équilibré de ses Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

APS

SITUATION AU MALI

Démission forcée d'IBK, les militaires promettent "une transition civile"

Quelques heures après avoir été arrêté par des militaires en révolte, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a annoncé mardi soir sa démission et la dissolution du Parlement et du gouvernement, alors que les soldats mutins qui ont pris le pouvoir, ont promis une "transition politique civile".

Ibrahim Boubacar Keïta, au pouvoir depuis 2013, faisait face déjà à une contestation populaire depuis plusieurs mois.

Mardi après-midi, il a été arrêté en compagnie de son Premier ministre Boubou Cissé et emmené dans le camp militaire d'où était partie une mutinerie en début de journée.

Dans la nuit de mardi à mercredi, le chef de l'Etat malien a annoncé sa démission expliquant n'avoir pas "d'autre choix que de se soumettre à la volonté de son armée en révolte pour éviter que du sang ne soit versé".

"Je voudrais (...) vous dire ma décision de quitter mes fonctions, toutes mes fonctions, à partir de ce moment", a-t-il dit dans une allocution diffusée par la télévision nationale ORTM, avant d'ajouter: "Si aujourd'hui, certains éléments de nos forces armées veulent que cela prenne fin via leur intervention, ai-je vraiment le choix?".

Les militaires promettent une "transition politique civile"

Plus de trois heures après l'annonce par le président Keïta de sa "décision de quitter toutes (ses) fonctions", des hommes en uniformes sont apparus sur la chaîne publique ORTM, affirmant vouloir mettre en place une "transition politique civile" devant conduire à des élections générales dans un "délai raisonnable". "Nous, forces patriotiques regroupées au sein du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), avons décidé de prendre nos responsabilités devant le peuple et devant l'histoire", a déclaré celui qui a été présenté comme le porte-parole des militaires, le colonel-major Ismaël Wagué, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air. "Notre pays, le Mali, sombre de jour en jour dans le chaos, l'anarchie et l'in-



sécurité par la faute des hommes chargés de sa destinée", a accusé l'officier. Il a dénoncé notamment "la gestion familiale des affaires de l'Etat", ainsi que la "gabegie, le vol et l'arbitraire", ou encore des massacres de villageois, le "terrorisme et l'extrémisme". Le colonel major a, en outre, sollicité la coopération de la société civile et les mouvements socio-politiques "pour créer les meilleures conditions d'une transition politique civile conduisant à des élections générales crédibles pour l'exercice démocratique à travers une feuille de route qui jettera les bases d'un Mali nouveau".

Il a également demandé aux organisations internationales et sous-régionales de les "accompagner pour le bien-être du Mali", tout en soulignant l'engagement des militaires à respecter "tous les accords passés", notamment l'accord de paix, issu du processus d'Alger, signé en 2015 entre Bamako et les groupes politico-militaires du nord du pays.

Inquiétude à l'étranger

Préoccupé par les derniers développements survenus au Mali, l'Algérie a réitéré son "ferme rejet" de tout changement anticonstitutionnel de gouver-

nement et ce "conformément aux instruments pertinents de l'Union africaine, en particulier la Déclaration d'Alger de 1999 et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de 2007".

Dans un communiqué de son ministère des Affaires étrangères, diffusé mercredi, l'Algérie a affirmé que "la doctrine de l'Union africaine en matière de respect de l'ordre constitutionnel ne peut faire l'objet d'aucune violation".

Appelant "toutes les parties au respect de l'ordre constitutionnel et au retour à la raison pour une sortie de crise rapide", l'Algérie a rappelé que "seules les urnes constituent la voie pour l'accession au pouvoir et à la légitimité".

De leur côté la France et le Niger (qui préside actuellement la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont ainsi demandé à l'ONU de tenir "en urgence" une réunion de son Conseil de sécurité.

Cette réunion est prévue pour ce mercredi. Peu avant l'annonce de la démission du président Keïta, la Cédéao, a condamné le "renversement" du chef de l'Etat malien et de son Premier ministre par des "militaires put-

schistes". Et une visioconférence des chefs d'Etat de la Cédéao sur "la situation au Mali" se tiendra jeudi sous la présidence du président du Niger Mahamadou Issoufou, d'après la présidence nigérienne.

Dans un communiqué, l'organisation régionale "dénie catégoriquement toute forme de légitimité aux putschistes et exige le rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel".

Elle "exige la libération immédiate" du chef de l'Etat malien et "de tous les officiels arrêtés" et "suspend" le Mali de tous ses organes de décision "avec effet immédiat".

Et elle "décide de la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les (autres) pays membres de la Cédéao et le Mali", invitant "tous les partenaires à faire de même".

Enfin, l'organisation ouest-africaine "demande la mise en œuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre tous les putschistes et leurs partenaires et collaborateurs" et "décide de dépêcher une délégation de haut niveau pour assurer le retour immédiat de l'ordre constitutionnel", selon le texte.

L'Algérie exprime son "ferme rejet" de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement

L'Algérie a réitéré mercredi son "ferme rejet" de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement au Mali, affirmant que la doctrine de l'Union africaine en matière de respect de l'ordre constitutionnel ne "peut faire l'objet d'aucune violation".

L'Algérie réitère son ferme rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement, conformément aux instruments

pertinents de l'Union africaine, en particulier la Déclaration d'Alger de 1999 et la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance de 2007", indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Et d'affirmer que "la doctrine de l'Union africaine en matière de respect de l'ordre constitutionnel ne peut faire l'objet d'aucune

violation". L'Algérie qui a dit suivre avec "une très grande préoccupation la situation prévalant au Mali, pays frère et voisin" a appelé "toutes les parties au respect de l'ordre constitutionnel et au retour à la raison pour une sortie de crise rapide".

Elle rappelle, à cet égard, que "seules les urnes constituent la voie pour l'accession au pouvoir et à la légitimité".

La Cédéao condamne le putsch et isole le pays

La Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao) a condamné mardi soir le renversement du président malien Ibrahim Boubacar Keïta et de son Premier ministre par des "militaires putschistes", exigeant leur libération et annonçant des mesures immédiates dont la fermeture des frontières.

Une visioconférence des chefs d'Etat de la Cédéao sur "la situation au Mali" se tiendra jeudi sous la présidence du président du Niger Mahamadou Issoufou, a par ailleurs annoncé la présidence nigérienne. Le Niger, pays voisin du Mali, où le président Ibrahim Boubacar

Keïta a été arrêté mardi par des militaires en révolte, préside actuellement la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays dont le Mali). Dans un communiqué, l'organisation régionale

"condamne avec la plus grande fermeté le renversement par des militaires putschistes du gouvernement démocratiquement élu du président Ibrahim Boubacar Keïta", confronté depuis plusieurs mois à une vague de contestation sans précédent depuis le coup d'Etat de 2012. La Cédéao "dénie catégoriquement toute forme de légitimité aux putschistes et exige le réta-

blissement immédiat de l'ordre constitutionnel", déclare le communiqué. Elle "exige la libération immédiate" du chef de l'Etat malien et "de tous les officiels arrêtés".

Le chef de l'Etat malien et son Premier ministre Boubou Cissé avaient été arrêtés mardi en fin d'après-midi au domicile du président Keïta et emmenés au camp militaire de Kati, dans la banlieue de Bamako, où la révolte avait débuté en début de journée.

La Cédéao "suspend" le Mali de tous ses organes de décision "avec effet immédiat", a indiqué également l'organisation régio-

nale. Et elle "décide de la fermeture de toutes les frontières terrestres et aériennes ainsi que l'arrêt de tous les flux et transactions économiques, commerciales et financières entre les (autres) pays membres de la Cédéao et le Mali", invitant "tous les partenaires à faire de même".

Enfin, l'organisation ouest-africaine "demande la mise en œuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre tous les putschistes et leurs partenaires et collaborateurs" et "décide de dépêcher une délégation de haut niveau pour assurer le retour immédiat de l'ordre constitutionnel", selon le communiqué.

PALESTINE Nouvelles frappes israéliennes contre Ghaza

Les forces d'occupation israéliennes ont mené mardi soir des frappes contre la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

L'aviation israélienne a bombardé des terres agricoles situées à Hai ezeitoun au sud-est de la bande de Ghaza.

Selon l'agence Wafa, les forces d'occupation israéliennes avaient lancé plusieurs obus sur les terres des Palestiniens à Beit Lahya, détruisant et brûlant des sites, sans pour autant faire de blessés. La ville Beit Hanoun, située au nord de la bande de Ghaza a été également visée par des raids aériens de l'occupant israélien. L'occupation cible les territoires agricoles sur les frontières à l'est et au nord de la bande de Ghaza quotidiennement.

Il convient de mentionner qu'Israël effectue des attaques contre la bande de Ghaza, entraînant la mort des Palestiniens et blessant d'autres, dont des femmes et des enfants, ainsi que la destruction des maisons et des propriétés des citoyens. A savoir que l'occupant



israélien maintient un blocus paralysant la bande de Ghaza depuis 2007, privant les deux millions d'habitants de l'enclave appauvrie de leurs droits fondamentaux et entraînant une baisse de leur niveau de vie

et un taux de chômage sans précédent et la pauvreté.

Israël a aussi fermé depuis mardi le poste de passage de Kerem Shalom, d'où entrent les marchandises pour Ghaza. Mercredi soir, l'occupant israélien qui

maintient un blocus sur Ghaza depuis plus d'une décennie, a annoncé une réduction "immédiate" de la zone de pêche en Méditerranée pour les Gazaouis, de quinze à huit milles nautiques.

AFGHANISTAN

Des tirs de roquettes font trois morts à Kaboul



Au moins trois personnes, dont deux membres de la garde présidentielle afghane, ont été tuées et 16 autres blessées par les roquettes tirées mardi

sur Kaboul, ont indiqué des responsables mercredi.

"Malheureusement, à la suite de ces attaques de roquettes, trois personnes, dont deux fonctionnaires du gouvernement, ont été tuées, et 16 autres blessées, dont quatre enfants et une femme", a déclaré Tareq Arian, porte-parole du ministère de l'Intérieur, dans un communiqué.

Quatorze roquettes se sont abattues sur le centre de la capitale afghane

mardi, l'une d'elles touchant le palais présidentiel.

Deux membres de la garde d'honneur du président ont péri dans l'attaque, ont indiqué deux employés du palais cités par l'AFP.

Six autres membres de la garde d'honneur ont été blessés quand la roquette a frappé le palais. L'attaque intervient alors que le gouvernement afghan et les talibans devraient entamer bientôt des pourparlers de paix.

Le palais présidentiel se trouve dans un secteur très protégé de Kaboul, à quelques pas du quartier des ambassades, caché derrière de hauts murs en béton. C'est la troisième fois en deux ans qu'il est ciblé ou touché par des roquettes.

BÉLARUS

L'opposante Tikhanovskaïa appelle l'UE à "rejeter" les résultats de la présidentielle

La cheffe de file de l'opposition bélarusse, Svetlana Tikhanovskaïa, a appelé mercredi les Européens à "rejeter" les résultats de l'élection présidentielle du 9 août au Belarus, qui a été remportée par le président Alexandre Loukachenko pour un sixième mandat.

"Je vous demande de ne pas reconnaître ces élections frauduleuses", a notamment indiqué Mme Tikhanovskaïa dans une vidéo adressée au Conseil de l'Europe et diffusée sur YouTube. "Les élections du 9 août n'ont été ni équitables ni transparentes.

Les résultats ont été falsifiés", a-t-elle dit, ajoutant que "les gens, qui sont allés défendre leur vote dans les rues de leurs villes partout au Bélarus, ont été bruta-



lement battus, emprisonnés...". "Cela se passe actuellement, au milieu de l'Europe", a-t-elle lancé.

Le Bélarus sera au menu d'un sommet extraordinaire de l'UE, mercredi, avec une extension à d'autres responsables bélarusses des sanctions déjà prises la semaine dernière après la "ré-

pression" des manifestations.

Réfugiée depuis le 11 août en Lituanie, Mme Tikhanovskaïa, dont le mari avait lui-même été arrêté après avoir fait acte de candidature à la présidentielle, a également évoqué dans sa vidéo la formation par l'opposition d'un "Conseil de

transition" destiné à "faciliter la transition pacifique du pouvoir par le dialogue".

"Il appellera immédiatement à de nouvelles élections présidentielles équitables et démocratiques sous supervision internationale", a-t-elle fait valoir.

Le président belarus, Alexandre Loukachenko, a accusé mardi l'opposition, via ce "Conseil de coordination", de chercher à "s'emparer du pouvoir".

Depuis l'élection contestée du 9 août, la pression ne cesse de monter sur M. Loukachenko, au pouvoir depuis 1994.

Il fait face à des manifestations quotidiennes et à un mouvement de grève touchant plusieurs industries vitales pour l'économie de son pays.

ETATS-UNIS - MEXIQUE

Trump persiste : «le Mexique paiera pour le mur»

Le président américain, Donald Trump, a réitéré mardi que le Mexique paiera pour la construction du mur anti-immigrés à la frontière entre les deux pays.

"Le Mexique paiera éventuellement pour le mur", a affirmé le président Trump lors d'une visite en Arizona, en avançant une nouvelle idée : la perception de péages pour les véhicules qui traversent la frontière.

"Peu importe si vous payez maintenant ou dans les prochains mois. Le Mexique paiera. Nous avons une très bonne relation avec le Mexique, et le Mexique paiera pour le mur", a assuré Trump quand les journalistes lui ont rappelé que pendant la pandémie il y a peu de trafic pour appliquer ce type de péage.

Une autre option, soulevée par le locataire de la Maison Blanche, est d'imposer une taxe sur les transferts d'argent des migrants mexicains depuis les Etats-Unis vers leur pays d'origine. Trump a assuré que "peut-être" le prétendu paiement du mur serait obtenu par une "combinaison" de ce péage et une "taxe sur l'argent renvoyé au Mexique".

Le financement de ce mur le long des 3142 km de la frontière avec le Mexique, promesse de campagne de Donald Trump pour stopper l'im migration clandestine et le trafic de drogue, reste un casse-tête. Trump avait assuré que Mexico paierait pour sa construction.

Le président a ensuite émis l'idée d'un relèvement des taxes douanières pour que les Mexicains contribuent indirectement à ce coûteux projet. Le coût du projet n'est pas établi mais devrait s'élever à plusieurs milliards de dollars.

Face au refus des démocrates du Congrès de débloquer des fonds pour ce projet qu'ils jugent inefficace, il a cherché des voies de contournement, en frappant en particulier à la porte du Pentagone.

ETATS-UNIS - PRÉSIDENTIELLE

Joe Biden investi par les démocrates

Joe Biden a été officiellement investi mardi par les démocrates pour la présidentielle américaine le 3 novembre où il affrontera Donald Trump. Dans un vote sans surprise, la majorité des délégués démocrates ont choisi l'ancien vice-président pour défer le milliardaire républicain, au deuxième jour de la convention du parti organisée à Milwaukee (nord) mais entièrement virtuelle en raison du Covid-19.

"Merci du fond du coeur", a réagi dans un message vidéo en direct M. Biden, 77 ans. Il doit accepter cette nomination jeudi, lors du discours de clôture de la convention qui fera entrer la campagne électorale dans le vif du sujet. Deux autres anciens présidents, Jimmy Carter, 95 ans, et Bill Clinton, 73 ans, ont été les vedettes de la deuxième soirée. Tous deux ont accusé le locataire de la Maison Blanche d'avoir installé le "chaos".

Alors que le pays est plongé dans une grave crise économique et sanitaire, "le Bureau ovale devrait être un centre de commandement. Au lieu de cela, c'est le coeur de l'orage. Il n'y a que le chaos", a affirmé M. Clinton.

Jimmy Carter a pour sa part salué l'expérience, la personnalité et la décence de Joe Biden "pour nous rassembler et restaurer la grandeur de l'Amérique". L'étoile montante au Congrès, Alexandria Ocasio-Cortez, figure de l'aile gauche du parti et farouche opposante du président, n'a eu droit qu'à une brève intervention.

Pour marquer la capacité de Joe Biden à unifier les modérés des deux camps, la convention devait aussi diffuser les messages de républicains respectés: l'ancien général Colin Powell, ministre de la Défense de George W.

Bush, et Cindy McCain, la veuve du sénateur décédé en 2018 John McCain, héros de la guerre du Vietnam que M. Trump détestait. Barack Obama doit s'exprimer mercredi soir, après la colistière de M. Biden, Kamala Harris.

C O M M É M O R A T I O N D U 2 0 A O Û T

20 AOÛT 1955 À GUELMA

Faire mal au colonialisme, objectif de l'offensive du Nord constantinois

L'objectif primordial des actions militaires de l'offensive du Nord constantinois menées les 20 et 21 août 1955 dans plusieurs localités de la wilaya de Guelma était de "faire mal au colonialisme français et de semer la confusion dans ses rangs", ont assuré plusieurs acteurs de l'offensive.

Parmi les acteurs de l'offensive rencontrés par l'APS à l'occasion de la commémoration du 65^{ème} anniversaire de l'offensive du Nord constantinois, le moudjahid Ahmed Cherif Chiheb, qui avait alors 25 ans et en a aujourd'hui 90, avait fait exploser le bureau de poste de la commune de Héliopolis au Nord de Guelma.

Ce nonagénaire confie avoir porté la bombe artisanale que lui avaient remise les moudjahidine de la localité d'Ain Sayd jusqu'à la poste ciblée "avec enthousiasme et joie", assurant que la seule pensée qui le tracassait alors était de réussir l'opération et semer la panique parmi les français.

"Bien que j'avais alors 25 ans, marié et père de sept enfants, je n'ai ressenti aucune hésitation ni peur lorsque mes responsables m'avaient chargé d'accomplir cette mission à midi pile du samedi 20 août 1955", affirme le moudjahid Ahmed Cherif Chiheb, précisant avoir allumé la mèche de la bombe artisanale avec la cigarette qu'il fumait avant de la lancer à l'intérieur du bureau de poste.

Dès l'accomplissement de sa mission, ce moudjahid se souvient de s'être replié lui et les

quatre autres membres de son groupe vers la mechta Ain Sayd au milieu de la forêt des monts Houara.

Les trois autres groupes chargés de mener des actions à Héliopolis avaient pour missions de frapper les deux bars de la ville fréquentés par les colons et de couper la route entre cette ville et celle de Guelma.

Opérations de ratissage à la recherche des auteurs des attaques

Le retentissant succès de ces opérations militaires dans la région avait suscité une vague de joie chez les habitants des villages et mechtas, tandis que la folie s'était emparée des français qui, en représailles, lancèrent de multiples actions de ratissage à la recherche des moudjahidine, assure dans son témoignage Chiheb qui note, toutefois, qu'"après quelques jours, l'armée d'occupation était parvenue à identifier et à arrêter les exécutants des attaques suite à une trahison." Le moudjahid nonagénaire raconte que vers la fin du mois d'août 1955, l'armée française encercla la nuit son domicile familial dans la localité de Bouzitoune et réussit à l'arrêter et à l'interner pendant 15 jours dans



la caserne militaire du centre-ville de Guelma, avant de le transférer vers la prison de Lambèse, à Batna, puis le camp du Djorf, à M'sila.

C'est dans ce dernier camp que ce moudjahid fit la connaissance du poète Mohamed Chebouki avec qui il assure avoir noué une amitié qui avait duré jusqu'à la mort du poète en 2005.

Il fut ensuite transféré à la prison d'Oran avant d'être libéré après deux années d'incarcération. Des témoignages de moudjahidine, aujourd'hui décédés, recueillis de leur vivant par l'as-

sociation de l'histoire et des monuments historiques de Guelma, soulignent que les attaques menées les 20 et 21 août 1955, dans la région de Guelma avaient eu un grand succès.

Ils assurent également que les participants à ces opérations avaient été réunis dans la montagne Ezzemane de Skikda sous le commandement du chahid Zighoud Youcef pendant trois jours consacrés à la préparation et à la planification.

Les mêmes sources notent que les actions militaires les plus retentissantes avaient ciblé des

sièges militaires et de gendarmerie, ainsi que des fermes et des commerces de colons à Bouati Mahmoud, El Fedjoudj, Héliopolis sur l'axe Guelma/Skikda, Hammam Debagh, Roknia et Bouhemdane sur les limites de la wilaya de Skikda, ainsi que dans la région d'Oued Zenati.

Les opérations projetées dans les deux communes d'Ain Larbi et Guelma avaient été reportées au 21 août 1955 en raison du retard dans l'acheminement des armes, précisent les moudjahidine dans leurs témoignages.

OFFENSIVE DU 20 AOÛT 1955 À SKIKDA

Rejoindre les rangs de l'ALN, unique choix pour recouvrer l'indépendance

L'offensive du 20 août 1955 dans la wilaya de Skikda a constitué un message direct au colonialisme français pour lui signifier que "le peuple algérien rejette toute autre alternative à l'indépendance en rejoignant massivement les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN)", assurent des moudjahidine de la région.

"L'organisation minutieuse de cette offensive de grande envergure contre des points névralgiques de l'occupation a amené la France à prendre conscience qu'elle faisait face à une véritable guerre et, pis encore, que le peuple algérien enlace cette révolution," indique, dans une déclaration à l'APS à la veille de la célébration du 65^{ème} anniversaire de l'offensive du Nord constantinois, le moudjahid Ahmed Hafsi, âgé de 86 ans.

Dans les jours qui suivirent cette vaste opération de l'ALN, l'armée coloniale française a lancé des représailles sauvages contre les citoyens et a œuvré à saisir tous les fusils de chasse possédés par les citoyens", ajoute ce moudjahid dont le souvenir des atrocités de la soldatesque française demeura encore vivace dans son esprit.

Des massacres collectifs n'ayant épargné ni femmes, ni vieillards, encore moins des enfants, ont été perpétrés par l'armée coloniale française sur plusieurs sites de la région, relate non sans émotion le moudjahid Hafsi.

"Les objectifs de l'offensive étaient d'amener la Révolution au cœur des zones colonisées du Nord constantinois, de cibler des bases de l'occupation, de briser l'embargo imposé à la région des Aurès et de détruire le mythe de l'armée française invincible et les mensonges médiatisés qui s'acharnaient contre la Révolution la réduisant à des actes isolés de hors la loi et de brigands," soutient ce moudjahid. Agé alors de seulement 21 ans, Ahmed Hafsi garde, plus de six dé-

cennies après, une mémoire intacte et tient à transmettre aux jeunes générations l'histoire du combat et des sacrifices consentis par leurs aînés pour le recouvrement de l'indépendance et du droit de vivre libre et fier sur leur terre.

"Le 19 août 1955, les moudjahidine sont descendus des maquis vers les villages pour recruter des citoyens et collecter des armes et munitions, puis constituer des groupes ayant chacun une mission dont la fermeture des routes et la préparation d'embuscades." "Chaque deux djounoud étaient assistés et appuyés de 15 civils et les groupes ainsi constitués ont quadrillé la ville de Skikda de tous les côtés des quartiers Bouabaz, La Carrière romaine, Bab El Aouras et Sebaa Abar aux cités Zefzef, El Kobia et Bab Ksantina", se remémore-t-il.

"C'est dans la localité Ezzemane que le chahid Zighoud Youcef a présidé la réunion de coordination de l'offensive", indique Hafsi dont la mission qui lui a été confiée à lui et au chahid Rachid Saker qui avait alors 18 ans et à leur groupe était de faire exploser l'édifice des renseignements généraux le long du boulevard Front de mer près d'El Ksar Lekhdar.

Arrivé à Skikda depuis Bab Laouras vers midi avec son groupe, Ahmed Hafsi se rendit compte que des tirs étaient entendus déjà à la cité Zefzef où les forces d'occupation ont été alertées de l'attaque.

"Les civils qui nous accompagnaient essayèrent des coups de balles nourris et durent fuir de tous côtés", ajoute Hafsi qui souligne s'être retrouvé seul avec Saker qui transportait la bombe artisanale.

A ce moment, Hafsi raconte avoir abattu un policier qui s'était soudainement dressé face à eux avant d'être lui et son compagnon la cible d'une mitraille placée sur un édifice qui les força à se séparer. Saker se dirigea vers le port

tandis que Hafsi prit la direction d'El Ksar Lekhdar où il dut s'accrocher avec deux policiers de la milice coloniale tuant l'un et blessant l'autre pour ensuite rejoindre par la route du palais de Meriem Azza, les maquis de la région Sidi Ahmed.

Le moudjahid affirme avoir vu alors les avions qui bombardaient les localités de Filfila et El Allia d'où des colonnes de fumée des incendies montaient vers le ciel tandis que les tirs n'ont pas cessé de retentir depuis le centre-ville de Skikda tout comme les cris assourdissant des citoyens.

Ce 20 août 1955, se souvient Hafsi, fut un samedi durant lequel les gardes des casernes étaient remplacées et ce fut aussi le jour du marché hebdomadaire pour les colons au centre-ville de Skikda, ainsi que celui de l'arrivée d'un bateau de France.

Consciente de la gravité de la situation, l'armée coloniale avait encerclé la ville de Skikda tirant sans distinction sur tous les Algériens rencontrés sur son chemin, ajoute encore ce témoin.

Une offensive audacieuse affrontée par des représailles féroces

Abordant le bilan de l'offensive, Hafsi assure que "les moudjahidine sont parvenus à détruire plusieurs avions de guerre au sol au niveau de l'aéroport ainsi que plusieurs infrastructures coloniales tuant plusieurs soldats ennemis".

"La réaction française fut d'une férocité inouïe", ajoute ce moudjahid qui précise que "des arrestations massives avaient été menées parmi la population civile et des milliers d'Algériens virent leurs maisons et mechtas pilonnées par avions et par l'artillerie".

"Des milices de colons furent aussitôt créées et s'adonnèrent à une série de massacres contre des civils désarmés", se remémore-t-il encore, assurant que

"la plus horrible exaction fut de rassembler le lendemain de l'offensive des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants au stade de Philippeville (baptisé aujourd'hui 20 août 1955) pour y être exécutés collectivement".

Des massacres horribles furent également perpétrés les 21, 22 et 23 août 1955 à travers les diverses communes et cités de Skikda, relate Ahmed Hafsi qui souligne que le bulldozer conservé encore devant le stade de Skikda fut utilisé pour creuser les fosses communes pour enterrer les civils assassinés et mêmes certains blessés ensevelis vivants".

Des conférences historiques annuelles pour que nul n'oublie les sacrifices

Dans ce cadre et pour assurer que les générations montantes connaissent bien les détails des massacres perpétrés par le colonialisme français au cours de ces événements durant lesquels la région a déploré environ 5.000 chouhada, l'association "1^{er} novembre 1954", organise annuellement des conférences historiques marquées notamment par la présentation de témoignages de moudjahidi dine, indique son président Mohamed Siad.

Il a été en outre proposé de réaliser des monuments et plaques commémoratives sur les sites de ces événements dont un puits dans la commune de Filfila au fond duquel plus de 20 civils avaient été jetés, affirme M. Siad.

La wilaya de Skikda compte plusieurs autres sites ayant été durant cette offensive du 20 août 1955 le théâtre d'événements révélateurs de l'adhésion et de l'engagement populaire en faveur de la Révolution libératrice dont le stade communal, le carré des martyrs du cimetière de Zefzef, Filfila et le cimetière des martyrs de Souika, soulignent des acteurs du mouvement associatif.

COMMÉMORATION DU 20 AOÛT

Lancement du programme de la Mémoire, une étape vers "la nouvelle République"

Le Directeur général des Archives nationales et Conseiller du président de la République chargé des Archives nationales et du dossier de la mémoire, Abdelmadjid Chikhi a annoncé lundi à Alger le lancement du programme de la Mémoire nationale qui se veut "un élément essentiel dans la formation du bon citoyen et un pas vers l'instauration de la nouvelle République".

Supervisant les travaux d'un séminaire à distance tenu au siège du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, en présence des directeurs des secteurs de wilayas, des représentants des collectivités locales et des associations de la société civile, M. Chikhi a souligné que le programme de la mémoire nationale est "un processus de longue haleine qui n'est pas lié à un anniversaire spécifique ou un événement national", précisant que "la mémoire nationale est un élément essentiel dans la formation d'un citoyen responsable". "L'instauration d'une nouvelle République n'est pas évidente car nécessitant des efforts collectifs dans de nombreux secteurs où l'histoire doit trouver un moyen pour atteindre le citoyen", a dit M. Chikhi qui a ajouté que cela dépend de la prise de conscience de la valeur historique de notre patrimoine algérien.

Avec l'annonce officielle du lancement du programme de la mémoire nationale, poursuit-il,

"des consultations vont commencer aux niveaux local et central afin d'élaborer une feuille de route pour le lancement de cette opération avec la participation de 12 secteurs ministériels, en sus des associations de la société civile".

Dans ce cadre, il a estimé que le travail "sur le programme de la Mémoire nationale sera pénible", soulignant qu'avec "la contribution de tous les secteurs et les associations de la société civile, nous parviendrons à des résultats satisfaisants, en peu de temps". Ce programme comprend notamment des secteurs qui sont en contact direct avec le public, à l'instar de l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle ainsi que l'intérieur, le tourisme et les affaires religieuses. Dans ce contexte, M. Chikhi a insisté sur le rôle important du discours religieux et des mosquées dans l'ancrage de la mémoire nationale auprès du citoyen en adoptant un discours simple et clair, en sus des as-



sociations de la société civile qui sont plus enracinées dans la société. Une page Facebook au nom de la Mémoire nationale a été ouverte et sera accessible à tout le monde dans deux jours à venir, afin qu'elle touche le plus grand nombre possible de citoyens. Dans leurs interventions, certains walis ont exprimé leur disponibilité à travailler

dans le cadre de ce programme puisqu'il consiste à mettre la lumière sur notre histoire nationale et qu'il est le fruit d'un Djihad mené par le peuple algérien toutes catégories confondues », soulignant la nécessité « de tirer profit des réalisations de nos aïeux afin de préserver l'unité du peuple et de faire prévaloir l'intérêt de la Nation. Par ailleurs

les walis ont présenté des propositions dans le cadre de ce programme, concernant certains secteurs qu'il faut viser tels que le secteur de l'éducation à travers l'école et l'enseignement supérieur à travers l'université, qui ont un grand rôle à jouer dans la consécration de la Mémoire nationale auprès des générations montantes.

20 AOÛT 1955 À CONSTANTINE

Les opérations des fidaï popularisent la Révolution algérienne

Événement charnière, entre le coup de semence (Novembre 1954) de la lutte armée pour la libération du pays une année auparavant dans les Aurès et le cimentage de l'acte fondateur de l'Etat algérien une année après en Kabylie (Congrès de la Soummam 1956), l'insurrection du Nord-constantinois, un 20 août 1955, est sans conteste le coup d'éclat majeur et sans précédent qui vit l'entrée sur la scène de l'Histoire les opérations des fidaï popularisant à jamais la glorieuse Révolution algérienne. Intervenant dans un contexte marqué par une répression aveugle du colonisateur français envers la population et les moudjahidines retranchés dans la région des Aurès, dans l'Est du pays, les attaques du 20 août 1955 du Nord-constantinois, dont l'un des objectifs était de desserrer l'étau sur cette région, a insufflé un second souffle à la Révolution naissante de Novembre 1954.

Orchestrées sous l'impulsion de Zighoud Youcef, commandant de la Wilaya II historique après la mort de Didouche Mourad le 18 janvier 1955, les opérations menées dans la région de Constantine-Skikda-Guelma, représentent "une date phare dans l'Histoire de la Révolution pour la libération du pays," se souvient encore Mohamed-Salah Lakher, 88 ans, membre des premiers groupes de choc de fidaï et militant actif de l'organisation du FLN à Constantine sous la houlette du chahid Messaoud Boudjeriou.

L'esprit toujours alerte, 65 ans après ces événements, ce biefôt nonagénaire qui a entamé son parcours militant en 1949 à l'âge de 17 ans au sein des Scouts musulmans algériens (SMA) est revenu, dans un témoignage recueilli par l'APS à son domicile, dans la commune de Ain Smara (Constantine), à l'occasion de la commémoration du 65e anniversaire du soulèvement du Nord-constantinois, sur ces attaques "savamment préparées et pilotées par le chahid Zighoud Youcef et les réunions préalablement organisées pour fixer les objectifs à atteindre le jour J." Responsable du ravitaillement et l'ache-

minement des explosifs à travers une organisation bien rodée, M. Lakher a soutenu qu'à l'issue de la première réunion tenue à Boussetour, dans la commune de Sidi Mezghiche (Skikda), à laquelle ont participé 150 moudjahidine et responsables, "des contacts avaient été effectués par la suite à l'intérieur de la ville de Constantine pour ramener des armes et recueillir des informations sur les lieux à cibler." "La seconde réunion de préparation des attaques du 20 août 1955, réunissant près de 19 membres de l'organisation de Constantine, s'est tenue la veille sur les hauteurs de Djebel Ouahch en présence de Zighoud Youcef," a ajouté ce militant du mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et membre de l'Organisation secrète (OS) qu'il a rejoint en février 1949.

Plongé dans ses pensées, il poursuit : "Le 19 août, nous avons reçu l'ordre de nous rendre à Djebel Ouahch en direction de Kef Lekhal et d'y amener les armes en notre possession à bord de trois véhicules, avant de poursuivre à pied vers la mechta Hamaïda chez la famille Boudersa, lieu de la rencontre." "Après la venue de Zighoud Youcef, les militants de Constantine, rassemblés dans trois maisons, ont été appelés à un pour prêter serment en sa présence et en la présence de Messaoud Boudjeriou, le responsable régional, avant de répartir les actions à mener et les confier à plusieurs groupes," a-t-il précisé.

Des opérations bien ficelées et synchronisées

Une dizaine de groupes, composés de fidayine de Constantine, de djounoud (soldats) de l'Armée de libération nationale (ALN) et de moussebiline ont été ainsi chargés d'attaquer, le samedi à midi précisément, plusieurs objectifs distincts à El Kantara, rue Bienfait (actuellement Kitouni Abdelmalek), rue Thiers (actuellement Tatache Belkacem), rue de France (actuellement rue du 19 juin 1965), rue Caraman et Belle Vue, conformément à des "opérations bien ficelées et syn-

chronisées".

Ces attaques visaient, entre autres, des bars, restaurants, l'hôtel des Gorges où résidait un colonel de l'armée coloniale française, des locaux de la police, des établissements économiques, le kiosque à essence ESSO et le cinéma ABC (actuellement Anouar). A la tête du sixième groupe, celui des bombes artisanales, Mohamed-Salah Lakher a été chargé, de son côté, de mener une attaque contre un bar situé à la rue de France (actuellement rue du 19 juin 1965) faisant, selon lui, plusieurs morts et des blessés. "Nous étions environ une cinquantaine de moudjahidine et de fidayine à participer ce jour-là aux attaques, le 20 août 1955 à Constantine, se remémorait-il encore, déplorant toutefois la mort du militant MTLD, Tahar Belabed, encerclé et assassiné dans une ruelle de la vieille ville de Constantine le 23 août 1955.

Mohamed-Salah Lakher, qui avait également rejoint le Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) en juin 1954 et le FLN en novembre de la même année, a été arrêté par les forces coloniales le 28 novembre 1955 en compagnie de 16 autres fidayine engagés dans la lutte armée urbaine et des actions commando à Constantine. Cette arrestation est intervenue, se rappelle-t-il, suite à la capture d'un ancien fidaï, blessé les armes à la main et qui a dû divulguer sous la torture les noms des "Trois Si" de l'organisation de Constantine, à savoir Si Ali, Si Mostefa et Si Salah (respectivement Amor Zaâ-mouche dit Ali, Mostefa Aouati et Mohamed-Salah Lakher).

Et d'ajouter : "De nombreux compa-



gnons de lutte ont écopé de peines allant de la condamnation à mort à la perpétuité ainsi que des travaux forcés, tandis que 24 autres membres de l'organisation ont été condamnés à mort et à perpétuité par contumace," assurant avoir été, pour sa part, condamné à 15 ans de travaux forcés. Ce militant de la première heure a également rappelé que plusieurs actions avaient été orchestrées dans l'antique Cirta avant l'offensive du 20 août 1955, notamment l'attentat à la bombe le 30 avril 1955 contre le Casino, situé à la Place des Martyrs (ex-Place Lamoricière), qui constitua les prémices de la "bataille de Constantine." Le défunt Ali Kafi, moudjahid et ancien président du Haut Conseil d'Etat (HCE), l'un des adjoints de Zighoud Youcef à l'époque, parle dans ses Mémoires, des représailles de l'armée coloniale française au lendemain du 20 août 1955, évoquant un "massacre sans précédent dans sa sauvagerie sinon celui du 8 mai 1945" et le sociologue et historien, Benjamin Stora, a relevé dans ses écrits "l'impitoyable répression des forces coloniales contre la population" après les attaques du 20 août 1955. Au niveau national et sur le plan militaire, l'offensive du 20 août 1955 a été à l'origine du renforcement des rangs de l'Armée de libération nationale (ALN).

MOTO

La 8e et dernière manche du Superbike du 16 au 18 octobre au Portugal

La huitième et dernière manche de la saison 2020 de Superbike aura lieu du 16 au 18 octobre sur le circuit d'Estoril, au Portugal, a annoncé mardi la Fédération internationale de motocyclisme (FIM). Ce sera la deuxième épreuve de la saison au Portugal, après la troisième manche, disputée du 7 au 9 août courant, à Algarve.

Initialement, le dernier week-end de compétition de la saison devait avoir lieu sur le circuit de Misano, en Italie, avant d'être annulé à cause de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Pour ce qui est de la 7e manche de la saison, elle se déroulera du 2 au 4 octobre, en France, plus précisément sur le circuit de Magny-Cours.

Après la Formule 1, qui avait ajouté une manche de son championnat à Portimao et la phase finale de la Ligue des Champions, qui se tient actuellement à Lisbonne, le Portugal est une destination prisée en cette saison tronquée par la crise sanitaire.

TENNIS

Un premier cas positif de coronavirus à Flushing Meadows

Un premier cas positif au coronavirus, mais ni un joueur, ni une joueuse, a été recensé dans la bulle new-yorkaise de Flushing Meadows où doivent se dérouler le tournoi de Cincinnati puis l'US Open, a annoncé mardi la Fédération américaine de tennis (USTA).

"Un individu, qui n'est pas un joueur, a été testé positif au Covid-19 dans l'environnement contrôlé" du Centre national Billie Jean King, a indiqué l'USTA, précisant que la personne atteinte "était asymptomatique". Ce résultat positif est le seul sur les 1.400 tests effectués depuis le 13 août dans la bulle.

"Conformément aux directives du Département de la santé de l'Etat de New York et du Centre de contrôle des maladies (CDC), et aux protocoles de santé et de sécurité du tournoi, la personne doit observer au moins 10 jours de quarantaine", est-il ajouté.

A quatre jours du début du tournoi de Cincinnati, délocalisé à New York, et avant l'US Open prévu à partir du 31 août sur le même site, ce premier cas positif démontre que la menace du coronavirus fait plus que planer au dessus des ces deux grands rendez-vous.

De nombreuses stars ont déjà décidé de faire l'impasse en raison des risques liés à la pandémie galopante aux Etats-Unis, à commencer par le N.2 mondial et tenant du titre de l'US Open, Rafael Nadal, ainsi que Gaël Monfils (N.9), Fabio Fognini (N.11) et Stan Wawrinka (N.17).

Côté dames, la N.1 mondiale Ashleigh Barty, Simona Halep (N.2) et la tenante du titre, Bianca Andreescu (N.6) seront également absentes.

Au rayon des présents, le N.1 mondial Novak Djokovic briguera un 18e titre majeur, avec comme principaux rivaux Dominic Thiem (N.3), Daniil Medvedev (N.5, tenant du titre à Cincinnati et finaliste de l'US Open), Stefanos Tsitsipas (N.6) et Alexander Zverev (N.7).

Dans le Top 10 de la WTA, il n'y aura que quatre joueuses: la Tchèque Karolína Plíšková (N.3), les Américaines Sofia Kenin (N.4) et Serena Williams (N.9), la Japonaise Naomi Osaka (N.10).

APS

SPORT SUBAQUATIQUE L'association RECIFS lance l'opération «une bouteille à la terre»

L'association RECIFS organisera, jeudi 20 août à Tamenfoust à Bordj EL Bahri (Alger), sa traditionnelle opération «une bouteille à la terre», tenue régulièrement, avec la participation de mouvements associatifs.

L'opération qui coïncidera avec les festivités de la Journée du Moudjahid et Congrès de la Soummam, sera organisée en collaboration avec le mouvement maritime de Tamenfoust, composé des associations : Protection de l'environnement, pêche et plaisance, JSM, CNM et AR-BEM de la ville d'El Marsa (Alger).

«L'idée est simple: Pour chaque lot de 20 bouteilles en plastique (PET) collectées et ramenées au siège de l'association, les participants auront droit à une belle balade en mer», a indiqué un communiqué de l'association.

Au cours de l'opération, une représentation de produits issus de PET recyclé sera faite sur place, en présence d'un certain nombre d'invités de marque et la présentation succincte de l'étude de caractérisation des déchets marins (étude réalisée par l'Agence Nationale des Déchets).

«Il s'agit également d'ini-



tier une réflexion pour faire de la station balnéaire de Tamenfoust un site pilote pour la collecte du PET et d'une balade en mer au profit d'enfants malades et ayant collecté des bouteilles en PET, afin de les motiver d'avantage à protéger l'environnement», a ajouté le

communiqué du RECIFS. Créée en 1993 par des plongeurs et des universitaires, l'association Recifs (recherche, information, formation, subaquatique) milite pour la connaissance et la préservation du milieu marin par tous et pour tous. L'Association rassemble

de nombreux universitaires et cadres des secteurs publics et privés, autour de thèmes et de problèmes d'intérêt général et qui mettent en partage leur savoir-faire pour la recherche de l'innovation et l'excellence dans les projets et les activités que l'association organise.

TOUR DE FRANCE

Christopher Froome et Geraint Thomas non retenus par Ineos

Les Britanniques, Christopher Froome et Geraint Thomas, cinq fois vainqueurs du Tour de France à eux deux, n'ont pas été retenus mercredi par Dave Brailsford pour l'édition 2020, prévue du 29 août au 20 septembre.

Dans un communiqué publié ce mercredi, le manager de la formation britannique, Dave Brailsford, a officialisé la surprenante nouvelle en précisant que l'un (Froome) ira plutôt sur la Vuelta et l'autre (Thomas) sur le Giro. Afin de compenser leur absence, il a en revanche sélectionné Richard Carapaz, vainqueur du dernier Tour d'Italie, et qui se chargera d'épauler Egan Bernal, tenant du titre et leader unique sur la Grande Boucle.

L'absence de Froome était prévisible.

Gravement blessé pendant le Dauphiné 2019, le Britannique ne retrouvera probablement jamais le niveau qui était

le sien avant sa chute, son retour dans le peloton professionnel étant déjà un miracle en soi.

Après une reprise anonyme sur l'UAE Tour en février dernier, il n'a pas été capable d'accompagner Bernal en montagne lors de la Route d'Occitanie (37e), du Tour de l'Ain (41e) et du Dauphiné (71e) en août, trois courses où il avait endossé le rôle d'équipier.

"Je ne pense pas pouvoir apporter l'aide nécessaire sur le Tour cette année, a-t-il réagi dans une vidéo publiée par sa formation. La Vuelta me semble être un objectif plus réaliste".

A trente-cinq ans, le quadruple vainqueur du Tour a déjà fait savoir qu'il quitterait Ineos la saison prochaine.

Pour Thomas, en revanche, il s'agit d'une vraie surprise.

Le Gallois, vainqueur du Tour en 2018, n'a été capable de donner aucune

garantie à son équipe durant le Tour de l'Ain (34e) et le Dauphiné (37e), auxquels il a participé loin des favoris.

Encore deuxième du classement général de la Grande Boucle l'an passé, le coureur de trente-quatre ans ne figure pas chez Ineos parmi les hommes en forme du moment, et en fait logiquement les frais.

"Ca va faire bizarre de ne pas l'avoir à mes côtés sur le Tour, mais j'ai hâte de voir ce qu'il peut faire sur le Giro", a réagi Bernal, qui a par ailleurs évoqué la possibilité d'aider Froome sur la prochaine Vuelta.

La formation Ineos Grenadier sur le Tour 2020: Egan Bernal (COL), Andy Amador (CRI), Richard Carapaz (EQU), Jonathan Castroviejo (ESP), Michal Kwiatowski (POL), Luke Rowe (GBR), Pavel Sivakov (RUS), Dylan Van Baarle (HOL).

NBA

Les 8 équipes absentes de la bulle vont reprendre l'entraînement

Les huit équipes qui n'étaient pas concernées par la reprise de la saison NBA dans la bulle de Disney World en Floride, reprendront les entraînements le mois prochain dans leurs installations, ont annoncé mardi l'instance et le syndicat des joueurs (NBPA).

Ce retour se fera en deux phases. La première, du 14 au 20 septembre, consistera en des séances individuelles sur le principe du volontariat, selon des protocoles de santé et de sécurité incluant notamment des tests quotidiens du coronavirus.

La deuxième phase, du 21

septembre au 6 octobre, consistera à mettre en place un stage d'entraînement collectif, dans une "bulle" de la ville de chaque équipe, avec possibilité de matches amicaux.

Les tests quotidiens du Covid-19 se poursuivront.

Les huit équipes qui n'étaient pas qualifiées pour finir la saison régulière, au moment de son interruption le 11 mars sont les Atlanta Hawks, les Golden State Warriors, les New York Knicks, les Minnesota Timberwolves, les Charlotte Hornets, les Cleveland Cavaliers, les Chicago Bulls et les Detroit Pistons.



tons. Au final, d'ici le début de la prochaine saison, envisagé courant décembre,

ce seront pas moins de neuf mois sans basket que leurs joueurs devront combler.

ALGÉRIE - AFFAIRE USMA - MCA Le TAS reporte son verdict

Le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), qui devait trancher dans l'affaire du derby USMA-MCA ce mardi, 18 août 2020, a annoncé finalement avoir décidé de reporter son verdict à une date ultérieure, au grand dam de la Direction usmiste, ayant indiqué dans un communiqué "ne pas comprendre les raisons" qui ont pu motiver cet énième ajournement.

En effet, le TAS devait rendre son verdict il y a plusieurs semaines déjà, mais à chaque fois, il se contente d'annoncer le renvoi de sa décision à une date ultérieure, ce qui à l'usage a fini par agacer la Direction des Rouge et Noir.

"Le Tribunal Arbitral du Sport devait trancher l'affaire de la rencontre USMA-MCA ce 18 août 2020, mais encore une fois, il a reporté sa décision.

Un nouveau report qui n'est pas sans susciter des interrogations au sein de la famille usmiste" a commencé par indiquer la Direction du club de Soustara dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

"Notre inquiétude provient du fait que des bruits ont laissé entendre que cet énième report a été décidé après l'intervention de certaines parties auprès de TAS, pour demander à ce que l'affaire soit classée sans suite, du fait que le championnat national est terminé.

Or, pour l'USMA, qui s'est lancée dans cette bataille juridique avec la ferme intention de récupérer les trois points qui lui ont été défalqués, le championnat ne sera pas considéré comme terminé tant que le verdict du TAS ne sera



pas rendu, même en sa défaveur" a poursuivi la Direction usmiste dans son communiqué.

En effet, pour l'USMA, "la saison sportive 2019-2020 ne sera réellement terminée que lorsque le TAS se sera prononcé sur ce litige, comme cela a été rappelé dans la correspondance adressée à la Fédération algérienne de football (FAF), le 2 août courant, après l'annonce de l'arrêt du Championnat".

L'USMA avait boycotté son derby contre le MCA en raison de sa programmation pendant une date Fifa, alors que son

effectif était amoindri par l'absence de plusieurs joueurs, retenus en sélection nationale militaire, ou avec les sélections de leurs pays, comme cela a été le cas de l'attaquant international libyen, Muaid Ellafi.

Après un premier recours rejeté par la commission d'appel de la Fédération algérienne, le TAS algérien avait confirmé la décision prononcée par la commission de discipline de la Ligue de football professionnel : match perdu pour l'USMA, en plus d'une défalcation de trois points.

Le Bureau fédéral de la FAF, réuni en session extraordinaire

à la fin du mois de juillet dernier, avait validé l'arrêt du championnat de Ligue 1 en raison de la pandémie du Covid-19, déclarant ainsi le CR Belouizdad champion de la saison 2019-2020, alors que l'USMA a terminé à la 9e place, avec 29 points.

En conclusion, et convaincue de la justesse de son action, l'USMA compte poursuivre la revendication de ses droits.

"Aussi, nous souhaitons que le TAS, qui a eu à traiter par le passé des litiges similaires, clôt ce dossier par un verdict juste et impartial" a conclu la Direction algéroise.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - USM ALGER

Antar Yahia : «J'ai choisi les personnes avec lesquelles je pense pouvoir réussir»

Le nouveau Directeur sportif de l'USM Alger, Antar Yahia a défendu ses choix en matière de recrutement, en affirmant lors d'une conférence de presse tenue mercredi matin à Alger, qu'il a "choisi le staff technique et les joueurs les mieux habilités à adhérer" à son projet.

"A chaque situation les personnes qu'il faut. C'est aussi pour cela qu'on parle +d'homme de la situation+. En ce qui concerne mon projet avec l'USMA, j'ai choisi les collaborateurs avec lesquels je pense pouvoir réussir" a indiqué l'ancien capitaine des Verts au stade Omar Hamadi.

"Mes critères de sélection n'avaient rien à voir avec le nom, le prestige ou ce genre de choses. C'était plutôt une question de compétence, de sérieux et de compatibilité avec ma vision des choses" a-t-il encore expliqué.

Le choix de François Ciccolini comme nouvel entraîneur de l'équipe senior n'a pas fait l'unanimité parmi les supporters,



surtout que le nouveau propriétaire du club, le Groupe Serport, avait promis des noms d'envergure, même au niveau de la barre technique, pour redorer le blason du club. Cepen dant, Antar Yahia s'est dit convaincu que les bons résultats ne s'obtiennent pas forcément en misant sur

des "noms", mais plutôt en faisant des choix rationnels, et adaptés aux aléas du terrain. "Une chose est sûr, ce projet avec l'USMA me tient vraiment à cœur et j'ai l'intention de tout mettre en œuvre pour le réussir. D'ailleurs, je suis déjà en plein dedans" a-t-il ajouté.

LIGUE 1 ALGÉRIENNE - USM ALGER

Antar Yahia : «Trois joueurs seront libérés»

Trois joueurs seniors, relevant de l'effectif de l'USM Alger, mais dont l'identité n'a pas encore été révélée, ne seront pas retenus dans l'effectif de la prochaine saison, a annoncé mercredi à Alger le nouveau Directeur sportif du club, Antar Yahia.

"Outre l'installation du staff technique, le renforcement de l'effectif par quelques nouveaux joueurs et les entretiens avec les entraîneurs des jeunes catégories, l'autre priorité pour moi, pendant ces premiers

jours qui ont suivi mon installation, c'était de discuter avec les trois éléments qui ne seront pas retenus dans notre effectif pour la prochaine saison.

Je tenais absolument à le faire, car je ne voulais pas qu'ils apprennent la nouvelle par le biais la presse.

C'était ma responsabilité" a-t-il ajouté, en conférence de presse, au stade Omar Hamadi de Bologhine.

Si l'ancien capitaine de la sélection nationale a préféré

l'identité de ces trois joueurs, c'est parce que selon lui "certains points restent encore à discuter".

"Il faudra donc attendre au moins la fin de la semaine en cours pour en savoir un peu plus à ce sujet".

Par ailleurs, Yahia a annoncé "la promotion de cinq jeunes joueurs du cru" et qui selon lui "vont directement entamer la préparation d'intersaison avec l'équipe senior".

Là encore, le Directeur sportif du club a préféré tem-

poriser avant de dévoiler leur identité, se contentant de dire que "l'âge n'est pas vraiment un critère de sélection", faisant que même des joueurs issus de la catégorie U17 peuvent concurrencer les U19 et les Réserves.

"C'est Beaucoup plus une question de talent, de travail et de sérieux.

Les éléments qui répondent à ces critères à l'issue de la préparation d'intersaison seront maintenus en seniors" a-t-il encore promis.

NAPLES

Adam Ounas proposé à Sassuolo

La direction de Naples, club de Serie A, aurait proposé au club de Sassuolo, les services de l'international algérien Adam Ounas en plus d'une somme d'argent afin d'avoir en contrepartie un attaquant, rapporte la presse locale.

Naples est sur les traces de l'attaquant de Sassuolo (Serie A), Jérémie Boga. Les dirigeants napolitains veulent inclure Ounas dans cette transaction en proposant aux responsables de Sassuolo 25 Me en plus des services de l'ex-Bordelais.

Selon la presse italienne, Adam Ounas ne rentre plus dans le choix de l'entraîneur des napolitains, Genaro Gattuso et dans cette mesure, le joueur doit chercher un autre club, après un prêt la saison dernière à l'OGC Nice.

"Pour cette raison que les dirigeants du club du sud italien cherchent la meilleure alternative pour prêter ou vendre le champion d'Afrique", a précisé la presse italienne.

Ounas a qui il reste deux ans de contrat à honorer avec Naples ne veut pas non plus rester au club et cherche à s'engager avec une formation où il l'aura plus de matchs dans les jambes. Il est utile de mentionner que le joueur algérien a signé un nouveau mandat avec l'agent de Bennacer, Momo Sissoko.

SERIE A ITALIENNE - TRANSFERT

Nabil Bentaleb intéresserait Hellas Vérone

Le milieu de terrain international algérien de Schalke 04, Nabil Bentaleb intéresserait le club italien d'Hellas Vérone, dans la perspective d'un recrutement pendant ce mercato estival, selon La Gazzetta Dello Sport.

"Les responsables italiens ont pris attache dernièrement avec leurs homologues allemands, pour se renseigner sur la situation de Nabil Bentaleb, et étudier ainsi la possibilité de le faire venir à Vérone sous forme d'un prêt" a encore précisé le média italien.

L'ancien milieu offensif de Tottenham (25 ans) vient tout juste de réintégrer les rangs de Schalke, après avoir honoré un prêt de six mois chez les anglais de Newcastle United.

Néanmoins, et bien qu'il ait eu un assez bon rendement personnel avec les "Magpies", l'international algérien n'est pas encore sûr de rester à Schalke, car son entraîneur, David Wagner ne le considère pas comme un titulaire indiscutable dans sa composante.

Une situation qui permet à Hellas Vérone d'espérer pouvoir bénéficier de ses services, ne serait-ce que sous forme d'un prêt, dont les différentes modalités restent cependant à déterminer.

Un départ contre lequel l'international algérien (35 sélections / 5 buts) ne serait pas contre, car désireux d'avoir du temps de jeu. Chose que Schalke ne semble pas capable de lui offrir.

FC BARCELONE Ramon Planes succède à Eric Abidal au poste de directeur sportif

Le FC Barcelone a nommé Ramon Planes comme successeur d'Eric Abidal au poste de directeur sportif, a annoncé le club catalan ce mercredi dans un communiqué.

"Le FC Barcelone a procédé à la nomination de Ramon Planes comme nouveau responsable du secrétariat technique", le terme utilisé par le club blaugrana pour désigner la direction sportive, a indiqué le club dans un communiqué diffusé ce mercredi matin. Ramon Planes était le collaborateur du Français Eric Abidal, ex-directeur sportif du club depuis 2018 et qui a rompu son contrat avec le Barça la veille, mardi.

"Au Barça, il y a un secrétariat technique, un bureau formé par plusieurs personnes qui était dirigé par Eric Abidal. Désormais, c'est Ramon Planes qui le dirigera, lui qui était le N.2 d'Abidal", a précisé le président du Barça Josep Maria Bartomeu, lors d'un entretien sur la chaîne du club, Barça TV, mardi soir. "Je veux que ce soit clair que ce n'est pas une seule personne. Il y en a plusieurs, et un qui dirige. A partir d'aujourd'hui (mardi), les décisions seront prises en consensus avec le nouvel entraîneur (Ronald Koeman). Ce sont de s décisions qui seront prises à plusieurs personnes", a encore souligné Bartomeu.

Mardi, le Barça et Abidal ont rompu les liens : "Le FC Barcelone et Eric Abidal sont parvenus à un accord pour mettre fin au contrat qui les unissait. Ces décisions interviennent après la débâcle du FC Barcelone 8-2 contre le Bayern Munich en quart de finale de Ligue des champions, vendredi à Lisbonne, et après la destitution lundi de Quique Setién comme entraîneur du Barça.

"Messi est le pilier du projet de Koeman", affirme Bartomeu

Le projet du nouveau entraîneur du FC Barcelone, Ronald Koeman repose essentiellement sur le capitaine Lionel Messi, a affirmé le président du FC Barcelone Josep Maria Bartomeu, mardi sur la chaîne du club catalan, lors de l'annonce de la prochaine nomination du technicien néerlandais au poste d'entraîneur en remplacement de Quique Setién.

"Messi reste le meilleur joueur du monde, a dit M. Bartomeu. C'est le numéro 1 et il est avec nous. Et chaque projet que nous faisons, nous le faisons en sachant que nous avons le meilleur joueur du monde. Afin de le rendre encore meilleur. Et dans le nouveau projet, Koeman compte absolument sur Messi".

Sur les velléités supposées de départ de la star argentine relayées par la presse depuis la déroute (8-2) contre le Bayern Munich en quarts de finale de la Ligue des champions, le président du club blaugrana est catégorique : "Messi est sous contrat avec le Barça jusqu'en 2021, il le sait et nous le savons tous. Je parle régulièrement avec lui et surtout avec son père. Ils savent qu'il y a un nouveau projet, avec un nouvel entraîneur qui compte sur lui", a-t-il insisté. Et de poursuivre : "Messi souhaite terminer sa carrière au Barça, il l'a répété à plusieurs reprises. J'ai parlé avec Koeman, qui m'a affirmé que Messi était le pilier de son projet". A la question de savoir si le club catalan vivait une fin de cycle, M. Bartomeu a balayé cette idée : "Non ce n'est pas une fin de cycle. Car un nouveau cycle serait sans Messi. Or, Messi va rester. Messi crée une ère, l'ère Messi. Et dans l'ère Messi il y a plusieurs cycles, dont un qui commence maintenant".

APS

OGC NICE L'énergie d'Atal sur le terrain doit être canalisée, selon son entraîneur

L'entraîneur de l'OGC Nice, Ligue 1 française, Patrick Vieira, a estimé que l'international algérien Youcef Atal, possède beaucoup d'énergie, mais celle-ci doit être canalisée pour lui permettre de durer.

"Youcef fait partie de nos leaders. C'est quelqu'un qui amène de l'énergie et de la volonté au groupe. C'est pour ça que je suis très content qu'il retrouve les terrains", a indiqué Vieira au média de l'OGC Nice, ajoutant que cette énergie-là, doit être néanmoins, canalisée pour qu'il dure dans le temps. Le coach niçois parle tout le temps à l'ailier droit algérien et lui prodigue des conseils. "Quand il est sur le terrain, il a envie de courir, de sauter. Il a envie d'aller vers l'avant, de tacler. Il vit sur un terrain et maintenant ce qui est important c'est qu'il est revenu et qu'il se sent très bien. On doit canaliser cette énergie-là pour qu'il dure", a-t-il expliqué. L'entraîneur de l'OGC Nice trouve que Youcef Atal n'est pas encore au top, et a besoin de temps pour retrouver



ver la compétition après une longue absence suite à une grave blessure au genou." Ca

n e va pas être facile après une longue absence. Il a besoin de temps pour retrouver

la compétition. Mais on va lui donner ce temps-là", a-t-il estimé.

AFFAIRE WILMOTS

L'Iran se tourne vers le TAS pour contester le verdict de la FIFA

La Fédération iranienne de football (FFI) va contester devant le Tribunal international du sport (TAS) le verdict de la FIFA, qui a condamné l'Iran à verser une indemnité de six millions d'euros à leur ancien entraîneur national le belge Marc Wilmots, rapporte la presse locale.

"Le verdict de la FIFA est injuste. Avec une équipe d'experts, nous utiliserons tous les moyens légaux possibles pour prouver que nous avons raison

devant le TAS", a déclaré Massud Soltanifar, le ministre iranien des sports, à l'agence de presse locale Isna mercredi. Le jugement de la FIFA a suscité de vives critiques dans les médias sportifs iraniens qui considèrent que 6 millions d'euros sont exagérés pour une demi-année de travail.

Pendant sa période à la tête de la sélection, Wilmots a dirigé l'équipe nationale iranienne lors de 6 matches dont quatre de qualification en vue du

Mondial 2022, et les deux derniers ont été perdus contre le Bahreïn (1-0) et l'Irak (2-1). L'ancien entraîneur des Diables Rouges, âgé de 51 ans, avait signé un contrat le 20 mai 2019 pour mener l'Iran à la Coupe du monde 2020 au Qatar. Le 4 décembre, cependant, la coopération a pris fin parce que "la fédération iranienne n'a pas respecté ses obligations contractuelles" selon Wilmots. Depuis son départ d'Iran, Marc Wilmots n'a plus entraîné.

FIFA

L'avocat d'Infantino "confiant"

Jean-Pierre Méan, l'un des avocats du président de la Fifa, Gianni Infantino, visé par une procédure pénale en Suisse, a estimé mercredi qu'il "Tout à fait confiant qu'il y aura un non-lieu".

Depuis le 30 juillet, Infantino est sous le coup d'une procédure pénale, le procureur fédéral suisse estimant qu'il y a des "éléments constitutifs d'un comportement répréhensible en rapport avec la rencontre entre le procureur général Michael Lauber" et le président de la Fifa. Les infractions évoquées dans le dossier sont "l'incitation à l'abus d'auto-

rité", à la "violation du secret de fonction" et à l'entrave à l'action pénale".

"Il n'y a rien de mal à rencontrer un procureur, même de façon informelle, c'est tout à fait habituel et absolument pas criminel", a estimé Me Méan, avocat à Lausanne, spécialiste de la lutte anti-corruption et mandaté depuis mai par la Fifa.

Le patron du football mondial élu en 2016 "n'a pas été convoqué. On espère qu'il (le) soit le plus vite possible". La procédure contre M. Infantino "ne mentionne qu'une plainte anonyme. On ne l'a toujours pas vue (...)

On aura accès au dossier quand M. Infantino se sera entendu", a encore expliqué l'avocat, ancien président en Suisse de l'ONG Transparency. Si la procédure pénale pourrait s'accélérer, avec une convocation probable d'Infantino par le procureur Stefan Keller, la justice interne de la Fifa est elle sous pression. En septembre 2015, la commission d'éthique avait ouvert une enquête visant Sepp Blatter, alors président, et Michel Platini, pour un paiement suspect du premier au second, quelques jours seulement après l'ouverture d'une procédure pé-

nale visant le Valaisan. Les deux hommes avaient ensuite été suspendus provisoirement 90 jours, avant une suspension définitive de plusieurs années. Pour l'avocat, qui vient de réaliser une évaluation de la gouvernance de la Fifa, "la commission d'éthique me semble plus indépendante, avant ils étaient élus par le Conseil, ils le sont maintenant par le Congrès, c'est donc un grand progrès". "Ce sont des gens qui de par leur personnalité certainement ne vont pas se laisser pousser dans une direction ou une autre", a-t-il ajouté.

SUISSE

Le gardien Diego Benaglio prend sa retraite

L'ancien gardien de l'équipe de Suisse Diego Benaglio (37 ans) a décidé de mettre un terme à sa carrière professionnelle, rapporte mardi la presse locale. Benaglio fut le gardien titulaire de la sélection helvétique avant Yann Sommer. Il a compté 61 capes avec l'équipe de Suisse et a disputé trois Coupes du monde et un Euro.

Il était de l'expédition au Brésil en 2014 qui s'était terminée en huitième de finale contre l'Argentine. Ce fut son

dernier match sous les couleurs de la Suisse. Elu à deux reprises "Joueur suisse de l'année", il a décidé de stopper sa carrière qui l'a mené de Grasshopper (junior) à Stuttgart, à Nacional Funchal (POR), à Wolfsburg et pour finir trois saisons dans la Principauté de Monaco où il n'a pas souvent joué.

"Il est temps d'ouvrir un nouveau chapitre. Je suis très redevable pour ce que j'ai vécu au cours des vingt dernières années dans le football. Je me

réjouis désormais de relever un nouveau défi", souligne l'Argovien dans un communiqué. Wolfsburg constitua la plus longue station dans sa carrière. Il a disputé 259 matches de Bundesliga. Il a été sacré champion d'Allemagne avec les VfB Stuttgart en 2008-2009 et six ans plus tard, il a encore remporté la Coupe d'Allemagne et la Supercoupe.

Au niveau européen, il a disputé 22 matches de Ligue des champions entre Wolfsburg et Monaco.

Chalobah prêt à Lorient

Le FC Lorient a officialisé l'arrivée de Trevoh Chalobah (21 ans), lequel a été prêté par Chelsea. L'international U21 anglais évoluera sous la tunique du club breton durant la prochaine saison. Son prêt n'inclut pas d'option d'achat, il retournera donc chez les Blues, l'été 2021. "Je suis ravi de rejoindre le FC Lorient aujourd'hui. La perspective d'évoluer au plus haut niveau français et de découvrir une nouvelle culture m'a convaincu. Le FCL est un club reconnu et le défi proposé par les dirigeants lorientais est attrayant. J'ai hâte de débiter cette nouvelle aventure sous mes nouvelles couleurs", a déclaré le jeune élément sur le site officiel de son nouveau club. L'an passé, le milieu défensif a joué 36 rencontres de Championship et marqué 1 but sous les couleurs d'Huddersfield, où il était prêt.



IBRA TROP EXIGEANT POUR L'AC MILAN ?

Et si Zlatan Ibrahimovic était trop cher pour poursuivre à l'AC Milan ? L'attaquant suédois serait trop gourmand selon certains médias.

Auteur de 10 buts en 21 matches depuis son retour à Milan en janvier dernier, Zlatan Ibrahimovic ne compte pas baisser ses prétentions salariales malgré ses 39 ans. Alors que Paolo Madini milite pour le garder à Milan après son excellente pige en Lombardie, Zlatan pourrait finalement s'avérer trop cher pour le club italien. Ce dernier offrirait cinq millions fixes par an, auxquels s'ajouteraient un million de bonus facilement réalisables. Mais l'attaquant suédois et son agent Mino Raiola exigent désormais 7,5 millions nets par an selon La Gazzetta Dello Sport. Une pierre d'achoppement d'envergure. Pour rappel, Zlatan est récemment devenu le premier footballeur de l'histoire à atteindre la barre symbolique des 50 buts avec les deux club de Milan. L'ancien parisien avait d'ailleurs reçu les félicitations de Kylian Mbappé.

THIAGO SILVA TIRE UN TRAIT SUR LE PSG !

Alors que son contrat a expiré au mois de juin, Thiago Silva a étendu son bail de deux mois pour terminer la campagne de Ligue des Champions avec le PSG.

En froid avec Leonardo depuis une prise de bec comme le l0sport.com vous l'a révélé en juillet, O Monstro est (presque) assuré de ne pas poursuivre son aventure avec le club de la capitale. Alors qu'il fera ses valises après la finale de la Ligue des Champions, Thiago Silva souhaite à tout prix rester en Europe et espérerait faire son retour au Milan AC.

Arrivé au PSG à l'été 2012, Thiago Silva est sur le point de prendre le large après huit saisons de bons et loyaux services. Engagé jusqu'au 30 juin 2020, O Monstro a - au même titre que Sergio Rico et Eric Maxim Choupo-Moting - étendu son bail de deux mois pour pouvoir continuer l'aventure européenne sous les couleurs du PSG. Alors que le club de la capitale disputera la finale de la Cl en dimanche, Thiago Silva va s'envoler vers de nouveaux horizons dès le lendemain, et ce, peu importe l'issue de cette rencontre. Comme Le 10 Sport vous l'a révélé en exclusivité, le capitaine du PSG aurait pu prolonger son contrat comme Thomas Tuchel le désirait, mais une querelle avec Leonardo a tout gâché. Selon nos informations du 30 juillet, Thiago Silva a eu un échange houleux avec son directeur sportif.

Ce qui a rompu tout contact entre les deux hommes et, par la même occasion, a diminué les chances de voir le défenseur de 35 ans remplir avec le PSG. Conscient qu'il n'a plus d'avenir avec le PSG, Thiago Silva a fait passer un message fort et affirmé son intention de rester en Europe la saison prochaine. « Je ne veux pas parler de ça parce que cela ne va pas nous aider, mais je souhaite qu'on fête tous ensemble ce dernier match avec un trophée. J'ai déjà dit beaucoup de fois avant ce que je voulais faire, que je voulais finir ici en Europe. La décision a été prise, maintenant je suis tranquille dans ma tête. Ça sera dans un autre club, mais mon coeur va rester ici », a-t-il déclaré au micro de RMC Sport après la victoire du PSG en demi-finale de la Ligue des Champions face à Leipzig (3-0). S'il ne connaîtrait pas encore son nouveau club, Thiago Silva aurait une destination préférée.

Comme l'a indiqué Sky Sport, Thiago Silva aimerait faire son retour dans son ancien club : le Milan AC. Toutefois, le capitaine du PSG ne devrait pas voir son souhait s'exaucer.

En effet, les Rossoneri ne compteraient pas miser sur Thiago Silva et examineraient d'autres pistes pour cet été. Avant d'aborder la finale de la Ligue des Champions (contre l'OL ou le Bayern) de ce dimanche, O Monstro est encore dans le brouillard en ce qui concerne son avenir.



KLOPP EVOQUE UNE RETRAITE EN 2024

A 53 ans, Jürgen Klopp n'est pas certain d'exercer son métier pendant de très nombreuses années encore. Dans une interview accordée au magazine SportBuzzer, l'entraîneur de Liverpool, sous contrat jusqu'en 2024, affirme qu'il prendra une pause après son aventure sur les bords de la Mersey. Et rien ne dit qu'il reviendra ensuite. "Je vais prendre une année sabbatique et me demander si le football me manque. Si la réponse est non alors ça sera la fin de Klopp l'entraîneur", a confié le technicien allemand. Une chose est sûre : Klopp, lui, manquera au football.



Yorke : «Martial, un travail en cours»

Dwight Yorke analyse le parcours d'Anthony Martial, qui s'est imposé à Manchester United. Anthony Martial sort d'une très belle saison du côté de Manchester United. L'ancien monégasque a enfin pu confirmer son immense talent, en inscrivant notamment 23 buts en 48 rencontres jouées. Aujourd'hui, plus personne ne conteste ses qualités du côté d'Old Trafford. Au contraire, l'international tricolore fait même l'unanimité. Certains osent même le comparer aujourd'hui aux meilleurs attaquants passés dans ce championnat. Lors d'une intervention sur TalkSPORT, Dwight Yorke, qui a marqué 65 buts avec les Red Devils, pense que Martial, de par son registre et ses qualités techniques, est un attaquant qui apporte beaucoup à son équipe. « Il est comme moi, Thierry Henry, peut-être Wayne Rooney et même Cristiano Ronaldo, a indiqué l'ex-star du Trinité et Tobago. Il commence ses actions sur les côtés, progresse, fait travailler ses qualités, puis atteint cette position de numéro neuf. C'est ce qu'il fait. Je pense que Martial va encore s'améliorer, mais il doit jouer beaucoup plus dans cette position, il doit apprendre son métier. »



PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune effectue une visite de travail à la Grande mosquée d'Alger

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, effectue demain jeudi une visite de travail et d'inspection à la Grande mosquée d'Alger, indique mercredi un communiqué de la présidence de la République.

ECOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION Djerad : "vers la reconversion en Ecole nationale de management public"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a annoncé, mardi à Alger, un projet de reconversion de l'Ecole nationale de l'administration (ENA) en Ecole nationale de management public.

Lors d'une conférence virtuelle dans le cadre des travaux de la Conférence nationale sur le Plan de relance économique, M. Djerrad a insisté sur l'impérative production d'une "nouvelle élite" devant adopter une nouvelle méthode de gestion des affaires publiques, ajoutant qu'"une réflexion sérieuse a été engagée pour la reconversion de l'ENA en Ecole nationale de management public".

Relevant "la difficulté de transmettre le message de modernisation de l'économie nationale à des encadreurs imprégnés d'une certaine logique administrative", M. Djerad a mis l'accent sur l'impératif de trouver une nouvelle élite avec une nouvelle formation basée sur les moyens de développer la ges-



tion des affaires publiques.

"Nous ne pouvons pas parler de modernisation de l'économie nationale sans parler d'une nouvelle gestion des affaires publiques et ce à travers l'exploitation optimale des ressources humaines que recèle l'Algérie", a-t-il poursuivi.

Selon le Premier ministre, il est impossible de s'orienter vers une

nouvelle économie avec une logique purement économique, soulignant que l'objectif actuellement consiste en "une nouvelle économie qui prend en considération les besoins du citoyen". "Nous ne pouvons pas laisser le citoyen tout seul notamment à la lumière de la situation économique actuelle", a-t-il dit.

THÉÂTRE

L'Algérie primée au Festival juvénile virtuel international du théâtre des marionnettes en Irak

Deux œuvres théâtrales algériennes ont été primées au Festival juvénile virtuel international du théâtre des marionnettes, qui s'est clôturé, lundi, ont indiqué les organisateurs. La pièce "Cheikh" de Boukhadra Souhil de l'Association Arlequin des marionnettes d'El Eulma a obtenu le 2^e prix de la meilleure représentation théâtrale et le prix de la meilleure conception et fabrication des marionnettes. "Rovigo" de Halim Chana de Blida a obtenu, quant à elle, le 3^e prix de la meilleure représentation théâtrale et les prix de la meilleure manipulation et de la meilleure performance sonore. Par ailleurs, le 1^{er} prix de la meilleure représentation théâtrale a été décroché par l'œuvre

théâtrale irakienne "Le bon arbre et le nain", tandis que le prix de la meilleure œuvre est revenu à l'écrivain Mohamed El Akous de Syrie pour sa pièce "Comment est-il devenu génie". Organisé sous le patronage du ministère irakien de la Jeunesse et des Sports, ce festival a été ouvert, jeudi dernier, avec la participation de 12 œuvres théâtrales de cinq pays arabes, dont l'Algérie. Ces œuvres, de 8 à 15 minutes, ont pour la plupart été réalisées pendant la période de confinement. Le Festival juvénile virtuel international du théâtre des marionnettes vise, selon ses organisateurs, à relancer les arts de théâtre des marionnettes au double plan local et international.

ANP-RETRAITÉS-RENCONTRE

Le MDN s'engage à traiter les revendications des retraités, des blessés et des invalides de l'ANP

Le ministère de la Défense nationale a réitéré, mardi dans un communiqué, sa détermination et son engagement à étudier et traiter de façon "minutieuse et rigoureuse" les revendications et les préoccupations des retraités, des blessés et des invalides de l'Armée nationale populaire (ANP), et ce, dans le cadre des lois de la République à même de promouvoir les conditions sociales et

de vie de toutes les catégories de ces personnels.

"Dans la dynamique des rencontres de concertation organisées par les services compétents du ministère de la Défense nationale avec les diverses franges et catégories représentant les retraités, les blessés et les invalides de l'Armée nationale populaire, dans le but d'étudier leurs préoccupations médico-sociales et

trouver des solutions pour chaque catégorie, et comme prévu, une rencontre a été tenue ce mardi 18 août 2020 au Cercle national de l'Armée à Béni Messous, en présence, aux côtés du Conseiller de Monsieur le président de la République, du directeur central des services de Santé militaire, directeur du service social, directeur de la Communication, de l'information et de

l'orientation, directeur général de la Sécurité intérieure, directeur de la Caisse de retraite militaire, et des représentants des diverses franges et catégories des retraités, des blessés et des invalides de l'ANP", précise la même source.

"Après audience des interventions des représentants des catégories sus-citées et le constat de leurs préoccupations et revendications selon les spécificités de

chaque catégorie, le ministère de la Défense nationale réitère sa détermination et son engagement à l'étude et le traitement minutieux et rigoureux de ces revendications et préoccupations, et ce, dans le cadre des lois de la République et des réglementations en vigueur, à même de promouvoir les conditions sociales et de vie de toutes les catégories de ses personnels".

MDN

LUTTE ANTI-TERRORISTE ET CRIMINALITÉ

Plusieurs opérations aux résultats de qualité exécutées par les unités et détachements de l'ANP en une semaine

Les unités et détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont exécuté, du 12 au 18 août courant, de multiples opérations aux résultats de qualité qui reflètent le "haut professionnalisme, la vigilance et l'état-prêt permanent" des Forces armées à travers les différentes Régions militaires du pays, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans la dynamique des efforts continus pour la lutte anti-terroriste et contre toute forme de criminalité organisée, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 12 au 18 août 2020, de multiples opérations aux résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et l'état-prêt permanent de nos

Forces armées à travers les différentes Régions militaires", précise la même source.

Ainsi, dans le cadre de la lutte anti-terroriste, "des détachements de l'ANP ont arrêté deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes à Oran et Bordj Badji Mokhtar, tandis que d'autres détachements ont découvert et détruit trois (03) casernes pour terroristes et sept (07) bombes de confection artisanale lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Texenna, wilaya de Jijel, ainsi que deux (02) autres bombes à Médéa et Chlef", ajoute le communiqué du MDN.

S'agissant de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, "des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale,

quatre (04) narcotrafiquants et une grande quantité de kif traité s'élevant à onze (11) quintaux et 24,5 kilogrammes, lors d'opérations distinctes à Béchar", ajoute la même source, alors qu'un autre détachement de l'ANP a arrêté "deux (02) narcotrafiquants qui étaient à bord d'un camion chargé de cinq (05) quintaux et (08) kilogrammes de la même substance à Ghardaïa".

Dans ce même sillage, "des détachements de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et les Gardes-frontières, en coordination avec les services de la Sûreté nationale ont appréhendé, lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Naâma, Relizane et Blida, vingt-deux (22) narcotrafiquants et saisi des quantités considérables de kif traité s'élevant à trois (03) quintaux et 14 ki-

logrammes, alors que six (06) individus ont été arrêtés et 10 617 comprimés psychotropes ont été saisis à El-Oued, Sétif, Souk Ahras et Oran".

Le communiqué du MDN relève en outre qu'à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf, "des détachements combinés de l'ANP ont arrêté 120 individus et saisi sept (07) camions, douze (12) véhicules tout-terrain, six (06) motos, 90 groupes électrogènes, 55 marteaux-piqueurs, un (01) détecteur de métaux, 30 morceaux de dynamite, 184 sacs de mélange d'or brut et de pierres et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite en plus de 56,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande", ajoutant que "deux (02) individus à bord d'un

camion chargé de 9 896 articles pyrotechniques ont été arrêtés à Bordj Bou Arreridj.

Le bilan du MDN fait état aussi de la saisie à Tébessa, Souk-Ahras, El-Tarf, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar "de grandes quantités de carburants destinés à la contrebande et s'élevant à 70 664 litres". Par ailleurs, des Gardes-côtes et les services de la Gendarmerie nationale ont réussi à "mettre en échec des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 379 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Tlemcen, Chlef, Skikda, Annaba et El-Tarf, alors que 62 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, In Amenas et In Salah".